

FOCUS CLIMAT & RAPPORTS DE DOMINATION

LA FUCID, UNE ONG AU CŒUR DU CAMPUS



Climat et rapports de domination En finir avec l'écologie des 10%

POLITISER LES ENJEUX CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX
DÉS OCCIDENTALISER L'ÉCOLOGIE
PORTRAITS & TÉMOIGNAGES D'ACTIVISTES

SOMMAIRE



03

INTRO

En finir avec l'écologie des 10%



04

FAITS & CHIFFRES

Quelques chiffres du climat



05

LEXIQUE

Dérèglement climatique : comprendre sa dimension politique



08

TÉMOIGNAGE

Emmeline Van den Bosch : « J'ai vécu le changement climatique dans ma chair »



11

ACTION

Je veux agir ! Par où commencer ?



12

TÉMOIGNAGE

Deux jeunes activistes africains en lutte dans leur pays



16

RÉFLEXION

Enjeux climatiques : transformer l'université, révolutionner le travail



20

RÉFLEXION

Compensation carbone et accaparement des terres : des liens évidents



24

PORTRAIT

Vanessa Nakate : militer pour plus de justice climatique



25

PORTRAIT

Aliénor : participante à l'Opération Code Rouge



26

TÉMOIGNAGE

Francine Beya : les angles morts de l'écologie occidentale



29

RESSOURCES

Pour creuser la thématique...



30

RÉFLEXION

Mouvements écologistes : lutter sans perpétuer les inégalités



34

TÉMOIGNAGE

Un réalisateur capture la lutte contre le dérèglement climatique aux Fidji



36

RÉFLEXION

Dérèglements climatiques, victoires citoyennes et utopies réelles



40

QUIZ

Justice climatique !



En finir avec l'écologie des 10%

Il est difficile de trouver plus représentatifs des rapports de domination⁰¹ que les enjeux climatiques et environnementaux. On le sait désormais largement : alors que les pays du Sud global sont ceux qui contribuent le moins aux dérèglements climatiques, ce sont ceux qui subissent et subiront le plus ses effets dévastateurs. De même, une ligne de fracture se dessine entre les plus riches, et encore plus les ultra-riches (ceux qui volent en jet privé et se font construire des bunkers dans des îles privatisées pour survivre à la « fin du monde »⁰²) et les plus pauvres, ceux qui n'ont jamais pris l'avion et vivent dans des passoires thermiques, collés aux usines et aux bretelles d'autoroutes.

Mais plus encore, le dérèglement climatique met en exergue la domination, l'appropriation et la destruction de la nature au profit de quelques-uns, renforce des mécanismes discriminatoires comme le racisme et le sexisme et se caractérise par une grande injustice générationnelle : les enfants nés après 2014 connaîtront en effet 36 fois plus de vagues de chaleur qu'un individu né en 1960⁰³. Et, de fait, l'éco-anxiété explose chez les jeunes.

À travers la peur, la colère, le sentiment d'injustice, se pose, plus que jamais, la question du monde que nous espérons voir advenir. C'est pourquoi un des objectifs de ce FOCUS est, à travers la mise en évidence des rapports de domination qui marquent les enjeux climatiques et environnementaux, de donner des outils conceptuels pour mieux analyser les solutions qui nous sont proposées. D'aiguiser notre esprit critique face aux discours des petits gestes individuels⁰⁴ ou encore face à une écologie dépolitisée, technocratique et technologique, parfois même réactionnaire⁰⁵. Mais aussi de ne pas avoir peur

de remettre en question l'organisation politique, économique et sociale qui nous a mené-e-s à la crise actuelle.

On estime que 90% des émissions de gaz à effet de serre produites depuis 1750 l'ont été au cours des 85 dernières années⁰⁶. Certains processus climatiques sont irréversibles : des gaz à effet de serre peuvent en effet persister une centaine d'année dans l'atmosphère et le système climatique est complexe, interconnecté, avec une grande inertie. Mais si, à l'échelle d'une vie humaine, on a pu modifier nos modes de vie et dérégler le climat aussi drastiquement, rien ne nous dit qu'un nouveau revirement politique et économique est impossible. ●

L'ÉQUIPE DE LA FUCID



FUCID

#01 RAPPORTS DE FORCE ET D'OPPRESSION ENTRE GROUPES SOCIAUX OÙ UN GROUPE SOCIAL S'APPROPRIE LE TEMPS, LE TRAVAIL, LE CORPS... D'UN AUTRE. RACISME, SEXISME, CLASSISME SONT DES RAPPORTS DE DOMINATION OÙ AVANTAGES ET DÉSAVANTAGES SONT DISTRIBUÉS DE MANIÈRE INÉGALITAIRE ENTRE PERSONNES NON-BLANCHES ET BLANCHES, HOMMES ET FEMMES, RICHES ET PAUVRE. IL NOUS FAUT INSISTER SUR L'ASPECT COLLECTIF : IL Y A CERTES DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS DÉPLACÉS/SEXISTES/RACISTES, MAIS SURTOUT UN SYSTÈME QUI AVANTAGE UN GROUPE SOCIAL PAR RAPPORT À UN AUTRE. #02 MALIGORNE, 15 FÉVRIER 2023. « BUNKERS LUXUEUX, ÎLES ISOLÉES... COMMENT LES MILLIARDAIRES SE PRÉPARENT-ILS À LA FIN DU MONDE ? », QUEST FRANCE. #03 THUNBERG GRETA (DIR.), 2022. « LE GRAND LIVRE DU CLIMAT », PARIS : KERO ÉDITIONS, P.134. #04 SANS NON PLUS LES REJETER D'UN SEUL BLOC ! SI CE SUJET PRÉCIS VOUS INTÉRESSE, N'HÉSITEZ PAS À FEUILLETER NOTRE ÉTUDE DISPONIBLE EN VERSION PAPIER OU DIGITALE, GRATUITEMENT : [HTTPS://WWW.FUCID.BE/ETUDE-LES-PETITS-GESTES-POUR-LE-CLIMAT-A-PRENDRE-OU-A-LAISSER/](https://www.fucid.be/etude-les-petits-gestes-pour-le-climat-a-prendre-ou-a-laisser/) #05 IL Y A DÉJÀ UNE RÉAPPROPRIATION PAR L'EXTRÊME-DROITE DE L'ÉCOLOGIE, POUR LUI INSUFFER HAINES DES PERSONNES MIGRANTES, SEXISME ET FASCINATION POUR LES ARMES DANS L'IDÉE, PAR EXEMPLE, DE DÉFENDRE « SON » TERRITOIRE EN PRÉVISION D'UN EFFONDREMENT DE NOS SOCIÉTÉS ET DE GUERRES CIVILES. UN REPORTAGE À CE SUJET : D'ALLENS, 1 FÉVRIER 2022. « ENQUÊTE SUR L'ÉCOFASCISME : COMMENT L'EXTRÊME DROITE VEUT RÉCUPÉRER L'ÉCOLOGIE », REPORTERRER. #06 GEMENNE ET AL., 2019. « ATLAS DE L'ANTHROPOCÈNE », SCIENCES PO, P.112.

NOUS CONTACTER

Rue de Bruxelles 61
5000 Namur - Belgique
+32 81 35 68 00
info@fucid-unamur.be
Facebook FucidNamur
Instagram Fucid_Namur

Éditrice responsable :
Rita Rixen

Comité de rédaction :
Alix Buron, Nina Duarte, Laurent Hous-
siau, Hélène Jane-Aluja, Aline Michels,
Antoine Stasse

Équipe de rédaction et de correction :

Alix Buron, Sophie Druine, Nina Duarte, Maxime Giegas, Laurent Houssiau,
Hélène Jane-Aluja, Stéphane Leyens, Aline Michels, Rita Rixen, Antoine
Stasse, Valérie Tilman



Quelques chiffres du climat

1,5 degrés

Lors de l'Accord de Paris, traité historique signé en 2015, 183 États se sont accordés pour fournir tous les efforts nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5°C (et nettement en dessous de 2°C) par rapport à l'ère préindustrielle d'ici 2100. Malheureusement, en prenant en compte les engagements actuels, le réchauffement se situerait plutôt autour de +2,7°C.

5900 milliards

Selon le FMI, la production et la combustion de charbon, de pétrole et de gaz fossile ont été subventionnées à hauteur de 5900 milliards de dollars rien qu'en 2020 – 11 millions de dollars chaque minute^{#1}.

3,3 à 3,6 milliards

C'est le nombre de personnes qui vivent dans des environnements très vulnérables aux changements climatiques, notamment dans les pays du Sud global.

6 sur 9

Car l'influence humaine ne se limite pas à la production de gaz à effet de serre, des chercheur-euse-s du Stockholm Resilience Centre ont défini 9 limites planétaires à ne pas dépasser pour permettre au système Terre de se régénérer. En mai 2023, nous en aurions atteint 6 (à cause du changement climatique, de l'érosion de la biodiversité, de la perturbation du cycle de l'eau douce, des pollutions chimiques/plastiques, de la dégradation des sols cultivés industriellement et de la perte des forêts) sur 9 (qui comprennent donc en plus la diminution de l'ozone, l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère et l'acidification de l'océan). Cela montre que l'action pour l'environnement ne doit pas se limiter à la baisse de consommation énergétique et l'élimination des énergies fossiles.

24,2%, 20%,...

En 2016, 24,2% des émissions mondiales de GES étaient dues à la production d'énergie pour soutenir l'industrie (ciment, fer et acier en tête), 20% à l'agriculture et la déforestation (6% de ces émissions étant liées à l'élevage), 17,5% à l'utilisation d'électricité et de chauffage dans les habitations et bâtiments commerciaux et 16,9% au transport^{#2}. Il s'agit évidemment d'une moyenne mondiale : en Europe, les émissions liées aux transports et à l'utilisation d'électricité et de chauffage dans les bâtiments arrivent en tête (sans compter les importations de biens de consommation).

#01 THUNBERG GRETA (DIR.), 2022. « LE GRAND LIVRE DU CLIMAT », PARIS : KERO ÉDITIONS, P.217.
#02 [HTTPS://OURWORLDINDATA.ORG/EMISSIONS-BY-SECTOR](https://ourworldindata.org/emissions-by-sector). IL FAUT NOTER QUE, EN FONCTION DES ÉTUDES ET DE LA FAÇON DONT ELLES DÉFINISSENT UN SECTEUR D'ACTIVITÉ ET LE CALCUL DES ÉMISSIONS DE GES, LES ORDRES DE GRANDEUR PEUVENT VARIER.



Dérèglement climatique : comprendre sa dimension politique

Le dérèglement climatique est un phénomène complexe, et le vocabulaire qui l'entoure ne fait pas exception. Ce lexique, loin d'être exhaustif, permettra cependant d'avoir des bases de compréhension du phénomène, de ses racines systémiques et des injustices étroitement liées à ses causes et conséquences, bref, de comprendre le politique derrière le technique.

☐ Effet de serre

Phénomène naturel qui réchauffe l'atmosphère. Il est causé par des gaz, dits à effet de serre (GES), qui absorbent partiellement les rayons infrarouges du soleil. Sans l'effet de serre, la température à la surface de la Terre serait d'environ -18°C ^{#1}. Si les GES sont naturellement présents dans l'atmosphère et ont pu varier fortement au cours de l'histoire de la Terre avant que l'humanité existe, ces variations se sont produites sur plusieurs millénaires, voire des millions d'années. Depuis le début du 20^{ème} siècle, cependant, les activités humaines (transport, construction, industrie, agriculture, etc.) génèrent de gigantesques quantités de gaz à effet de serre qui dérèglent le climat : principalement le dioxyde de carbone (CO_2), mais aussi le méthane, le protoxyde d'azote, l'ozone.

☐ Dérèglement climatique

Augmentation rapide de la température moyenne à la surface de la Terre provoquée par l'activité humaine. Ses conséquences sont nombreuses et déjà observables : fonte des glaciers et donc élévation du niveau des mers (jusqu'à deux mètres en 2100), phénomènes météorologiques extrêmes (canicules, sécheresses, inondations), etc. La température moyenne à la surface du globe a en effet augmenté de $1,1^{\circ}\text{C}$ par rapport aux années 1900. Sans nouvelles mesures, on gagnerait 4 à 5 degrés d'ici 2100^{#2}. Selon le GIEC, il faut réduire nos émissions de 45% d'ici 2030 pour espérer limiter la hausse à $+1,5^{\circ}\text{C}$. Au-dessus de 2°C , davantage de points de basculement seraient atteints, c'est-à-dire des changements irréversibles avec des conséquences lourdes pour l'ensemble du climat et du vivant^{#3}. Pour donner un ordre d'idées, la différence de température globale entre les années 2000 et la dernière glaciation est d'environ 4°C ^{#4}. Alors, oui, « le climat a toujours changé » et il y a peut-être bien eu une sécheresse en 1962, mais le climat n'a jamais évolué aussi rapidement et de façon aussi menaçante pour la vie humaine.

☐ GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat)

Organisation onusienne mise en place en 1988. Son rôle est de faire une évaluation et une synthèse des travaux de recherche déjà menés dans le monde entier sur l'évolution du climat. Les rapports sont rédigés par des scientifiques (plus de 2500 depuis la création du GIEC), mais leurs « Résumés pour les décideurs » doivent être approuvés par les 195 gouvernements membres de l'ONU, avec un droit de veto des scientifiques pour que le rapport final reste scientifiquement correct. Les conclusions du GIEC sont les sources les plus fiables que nous possédons concernant le dérèglement climatique. Cela n'empêche malheureusement pas une couverture médiatique souvent faible des travaux du GIEC, la déformation de leurs propos par la presse conservatrice et par certains politiques, voire un climatosceptisme assumé par de nombreuses figures publiques et entreprises qui ont tout intérêt à ce qu'aucune action ne soit prise pour lutter contre le dérèglement climatique. En conséquence, un quart de la population belge a des doutes sur le fait que le dérèglement climatique soit dû principalement à l'activité humaine^{#5} ! Autre chose à savoir : le GIEC ne fait pas de recommandation concrète, mais des projections. Ce sont ensuite aux politiques d'agir.

#01 CLIMAT.BE, SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL : SANTÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT, « L'EFFET DE SERRE : UN PHÉNOMÈNE NATUREL ». #02 EDWARDS TAMSIN, 2022, « QUELS SCÉNARIOS À $1,5^{\circ}\text{C}$, 2°C OU 4°C DE RÉCHAUFFEMENT ? DANS LE GRAND LIVRE DU CLIMAT, THUNBERG ET AL., PARIS : ÉDITIONS KÉRO, P.125. #03 LA FONTE DES CALOTTES GLACIAIRES, PAR EXEMPLE. #04 SANDALOW, BOWLES, 2001, « CLIMATE CHANGE - FUNDAMENTALS OF TREATY-MAKING ON CLIMATE CHANGE », SCIENCE 292(5523), P.1839. #05 LE SOIR, 25/11/19, « UN BELGE SUR QUATRE A DES DOUTES SUR L'ORIGINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ». #06 RITCHIE HANNAH, ROSER MAX, ROSADO PABLO, 2020, « CO2 AND GREENHOUSE GAS EMISSIONS », OURWORLDINDATA.ORG. #07 DUBOIS GHISLAIN, CÉRON JEAN-PAUL, 2015, « CONSOMMATION ET MODES DE VIE : UNE AUTRE PERSPECTIVE SUR LES POLITIQUES D'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE », NATURES SCIENCES SOCIÉTÉS, SUPP3, PP.79-80. #08 LEGAUT FREDÉRIC, THEURILLAT-CLOUTIER ET SAVARD ALAIN, 2021, « POUR UNE ÉCOLOGIE DES 99% : 20 MYTHES À DÉBOULONNER SUR LE CAPITALISME », QUÉBEC : ÉCOSOCIÉTÉ, P.80. #09 IDEM, P.79. #10 OXFAM, 5/11/21, « LES ÉMISSIONS DE CO2 DES PLUS RICHES PARTIES POUR ÊTRE 30 FOIS PLUS ÉLEVÉES EN 2030 QUE LE NIVEAU REQUIS POUR LIMITER LE RÉCHAUFFEMENT À $1,5^{\circ}\text{C}$ ». #11 DULCZEWSKI ALICE, 19/08/22, « LE "FLIGHT TRACKING" DES JETS PRIVÉS DES STARS ET MILLIARDAIRES, NOUVEAU RÉVÉLATEUR DE L'INJUSTICE CLIMATIQUE ». RTBF. #12 DUVAL JÉRÔME, 18/1/22, « JETS PRIVÉS, SUPERYACHTS ET MÉGA POLLUTIONS : LES ULTRA-RICHES DÉPENSENT DES FORTUNES POUR FAIRE SÉCESSION », BASTA.

☐ Bilan carbone

Pour un territoire, le bilan carbone (ou inventaire national) consiste à comptabiliser les émissions de GES (en équivalent CO₂) de l'industrie, des ménages, de l'agriculture, bref, de toute l'activité économique d'un pays, à l'intérieur des frontières de ce pays. Selon ce calcul, la Chine est le pays qui émet le plus de gaz à effet de serre, suivie des États-Unis, des pays de l'UE, l'Inde, la Russie et le Japon. Mais si on prend les émissions par habitant-e, c'est le Qatar qui arrive en tête, puis Trinité-et-Tobago, le Koweït et les Émirats arabes unis⁶⁶. Et si on inclut les importations et exportations dans le calcul par habitant, alors les États-Unis, le Canada, l'Australie, les Pays-Bas, la Belgique, et la plupart des pays de l'Union européenne sont les plus émetteurs de GES⁶⁷. En effet, la Chine, par exemple, consacre 20-30% de ses émissions de GES à l'exportation : ce qui signifie qu'elle pollue pour nous⁶⁸. Un autre mode de calcul : les émissions cumulées, c'est-à-dire prenant en compte la période allant de 1850 à aujourd'hui. Et là, les États-Unis et les pays de l'Union européenne sont à la tête des États les plus émetteurs⁶⁹. Malgré ces variations, c'est généralement le bilan carbone qui est utilisé dans les sphères politiques, ce qui distribue la responsabilité sur la quantité de GES émise par les pays et donc les réductions à prévoir très différemment que si l'on prenait en compte les importations, par exemple. C'est ce qui permet à certains de plaider que « c'est la faute de la Chine »... en fermant les yeux sur nos propres modes de consommation.

☐ Empreinte carbone

Calcul des émissions de GES associées à la consommation au sens large (les importations et le transport international sont donc compris) d'un pays, d'une entreprise ou d'une personne. Elle est souvent mobilisée dans le dernier cas. Si les méthodes de calcul – et donc le résultat – peuvent varier, elles permettent de donner des ordres de grandeur. On considère en effet que pour ne pas dépasser le seuil de +1,5 °C par rapport au niveau préindustriel, l'empreinte carbone de chaque personne sur la planète ne devrait pas dépasser 2,3 tonnes d'équivalent CO₂ par an¹⁰. Alors qu'un-e Burundais-e émet en moyenne 0,1t par an, on est plutôt autour de 8t pour un-e Belge. Mais les 1% les plus riches de la planète polluent plus encore : autour de 110 tonnes de CO₂ par personne par an. Et pour un-e milliardaire, on atteint facilement le million de tonnes par an... Car si on crame son bilan carbone annuel avec un aller-retour en avion pour Los Angeles, la chanteuse Taylor Swift explose les compteurs avec 8293 tonnes d'émissions de CO₂ juste avec ses 170 vols en jet privé entre janvier et juillet 2022¹¹. Vous vous souvenez du bilan carbone du Burundais moyen ? Prenez ses 10 millions d'habitants, et vous avez la consommation annuelle des 300 plus grands yachts au monde¹². Cela dit, yachts et jets privés sont l'arbre qui cache la forêt : selon Oxfam, 50 à 70% des émissions des milliardaires viennent de leurs investissements financiers dans des industries polluantes¹³.

Même si l'empreinte carbone individuelle peut donner une idée des efforts à accomplir ainsi que de certaines injustices climatiques, il faut pouvoir relativiser l'importance qu'on lui accorde. Car si les institutions et les politiques sont friands de « responsabilité individuelle » et nous enjoignent à « faire notre part » en utilisant une gourde ou en achetant des panneaux solaires, l'institut Carbone4 a identifié que les écogestes permettraient de baisser l'empreinte carbone française de 5 à 10% selon une hypothèse « réaliste »¹⁴. Ce n'est pas négligeable, mais cela montre l'importance d'une véritable planification collective de lutte contre le dérèglement climatique.

☐ Anthropocène... ?

L'Anthropocène est une proposition de terme qualifiant une nouvelle ère géologique, faisant suite à l'Holocène, afin de mettre l'accent sur l'influence humaine sur la planète et la fin de conditions climatiques stables et clémentes. La délimitation temporelle de ce que pourrait être l'Anthropocène ne fait pas consensus : commence-t-elle avec le massacre de la mégafaune par l'humain il y a 10 000 à 50 000 ans ? Le début de l'agriculture intensive ? La révolution industrielle et l'utilisation du charbon ? L'explosion de la production de produits chimiques industriels depuis les années 1950 ? De plus, si le terme « Anthropocène » est de plus en plus utilisé dans l'espace médiatique, il est sujet à débat et d'autres penseur-euse-s préfèrent les termes de « phagocène » (ère de la consommation), « thermocène » (ère de l'utilisation d'énergie fossile), « plantationocène » (designant les logiques prédatrices de l'humain) ou encore « capitalocène », qui met en avant la responsabilité du capitalisme dans les dérèglements climatiques. Car attribuer la responsabilité du dérèglement climatique à l'être humain en général, aux énergies fossiles ou au système économique, ce n'est pas poser le même diagnostic. Et cela mène à des solutions différentes.

La dégradation de la planète est en effet un des noyaux du capitalisme, système économique non démocratique (les décisions sont prises de manière privée) dont la finalité est de dégager du profit, à travers l'accumulation de capitaux et la croissance, la propriété privée (via la dépossession des terres et des droits communs) et l'exploitation/appropriation (des travailleur-euse-s, des animaux, des ressources naturelles) afin d'enrichir une minorité¹⁵. Depuis 200 ans, au moyen notamment de l'énergie fossile, ce système économique a fini par dévorer tous les autres. Le GIEC lui-même a mis en évidence l'impossible découplage entre la croissance économique visée par le capitalisme et les impacts environnementaux¹⁶ : on ne peut en effet croître indéfiniment dans un monde aux limites physiques finies. Mais si on ne peut pas changer les limites de la planète, on peut changer un système économique, aux racines certes complexes, mais créé de toutes pièces par des humains.

▣ Développement durable

Notion qui apparaît en 1980 avant d'être abondamment reprise par des États et organisations internationales, dans un certain flou conceptuel, mais avec l'idée générale qu'il est possible de protéger l'environnement tout en conservant une croissance économique¹⁷. Cette notion sous-entend également que les économies occidentales sont un modèle pour les autres pays.

Les discours anti-décroissance s'appuient souvent sur la peur de la perte d'emplois ou de l'augmentation de la dette publique du pays, considérant qu'on peut produire autant (et plus encore), mais « mieux ». La notion de développement durable marche donc généralement main dans la main avec celle de « transition énergétique » et ses imaginaires d'éoliennes et de voitures électriques. Pourtant, rien que pour l'énergie, le Japon ou l'UE n'auraient pas assez de surface disponible (même en sacrifiant tous les champs et forêts) pour couvrir 100% de leur consommation d'énergie actuelle avec du renouvelable¹⁸. De plus, le renouvelable, si organisé de manière capitaliste, c'est la privatisation des terres (avec des communautés déracinées), l'extraction des minerais, l'exclusion des populations et la pollution.

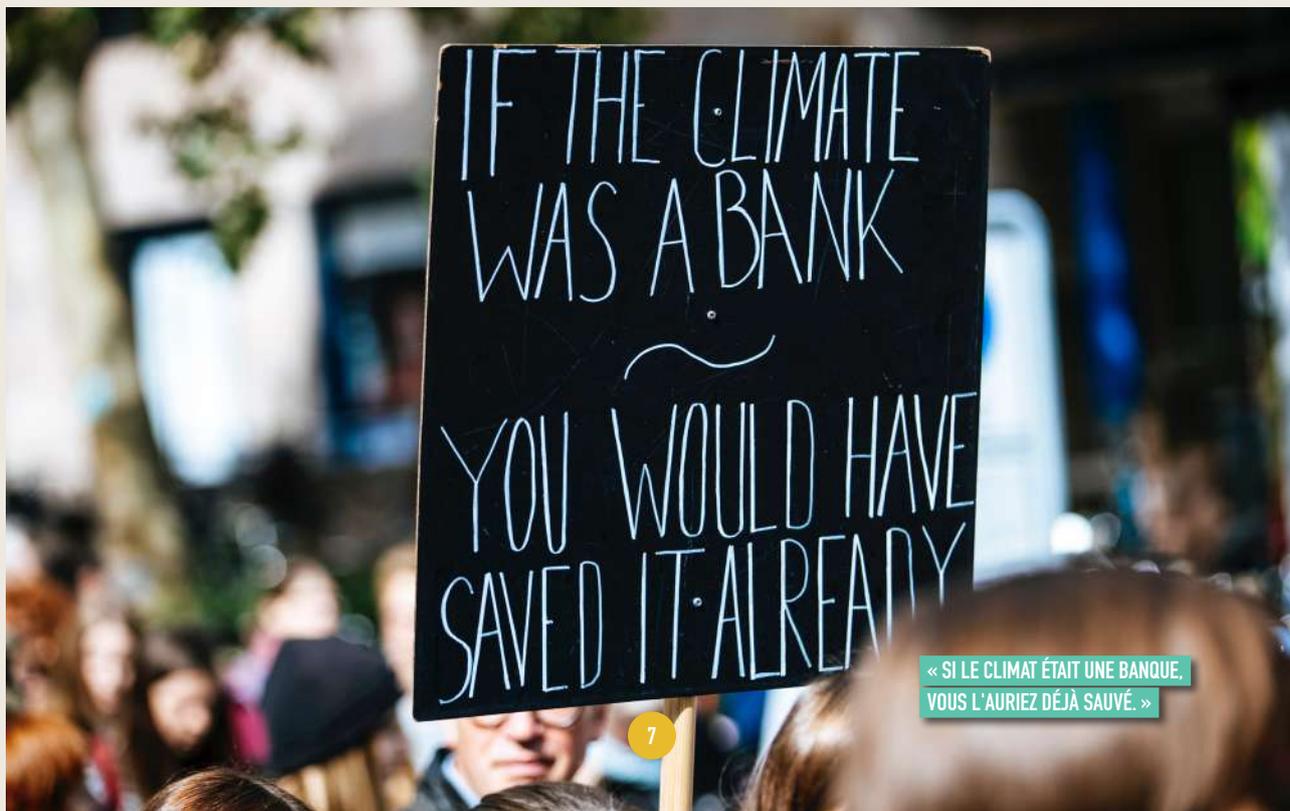
Pour les économistes de la décroissance, comme Timothée Parrique, la solution n'est donc pas technique, elle est politique, à travers un changement de modèle de société permettant de consommer, produire et donc travailler mieux et moins : « Il ne suffit pas de récupérer l'eau de pluie pour ses toilettes, d'arrêter de manger de la viande, et de faire du vélo pour mettre l'économie en décroissance. Il faut aussi (et surtout) repenser notre relation au travail, à la propriété, et à la monnaie, imaginer de nouveaux modèles d'entreprise et de financement public, et harmoniser le partage des richesses »¹⁹.

▣ Justice climatique

S'il n'existe pas de définition arrêtée de la justice climatique, ce concept est souvent utilisé par la société civile pour mettre en évidence une vision politique et éthique des questions environnementales, notamment à travers les injustices liées au dérèglement climatique en termes de responsabilités et de répercussions inégales, entre les États ou au sein de ceux-ci. Les pays du Nord global ont en effet une responsabilité importante dans la production de GES, alors que ce sont les pays du Sud global qui en subissent largement les conséquences : en cas de catastrophe climatique, « les habitants des pays les plus pauvres ont six fois plus de risques d'être blessés, de perdre leur maison, d'être déplacés ou évacués ou d'avoir besoin d'une aide d'urgence que ceux des pays riches »²⁰. Mais les dérèglements climatiques exacerbent d'autres inégalités au sein même des pays. Ainsi, 80% des personnes déplacées par les changements climatiques sont des femmes²¹. Les personnes des communautés LGBTQI+ sont particulièrement affectées en cas de catastrophes : elles ont plus de risque de finir sans logement car leurs liens familiaux sont souvent plus fragiles, les privant d'un système de soutien informel. Des clivages sociaux et raciaux sont également très présents : les communautés à faible revenu et les minorités raciales ont plus de risque de vivre dans des environnements pollués, des îlots de chaleur sans espace vert, des zones inondables, etc. Toutes ces personnes qui, par ailleurs, sont exploitées au nom de la croissance et de l'enrichissement d'une minorité...

PAR ALIX BURON,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#13 OXFAM, 7/12/22, « LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE D'UN MILLIARDAIRE SONT UN MILLION DE FOIS SUPÉRIEURES À CELLES D'UN-E CITOYEN-NE ORDINAIRE ». #14 POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'ENJEU DES « PETITS GESTES », DÉCOUVREZ L'ÉTUDE DE LA FUCID : [HTTPS://WWW.FUCID.BE/ETUDE-LES-PETITS-GESTES-POUR-LE-CLIMAT-A-PRENDRE-OU-A-LAISSER/](https://www.fucid.be/etude-les-petits-gestes-pour-le-climat-a-prendre-ou-a-laisser/). #15 UN LIVRE POUR COMPRENDRE LES LIENS ENTRE CAPITALISME ET DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE : « POUR UNE ÉCOLOGIE DES 99% » DE LEGAUT, THEURILLAT-CLOUTIER ET SAVARD. #16 PARRIQUE THIMOTHÉE, 30/4/22, « LE GIEC OUVRE LA VOIE D'UNE DÉCROISSANCE SOUTENABLE ET CONVIVIALE ». NOUVELOBS. #17 CERTAIN-E-S DÉFENSEUR-EUSE-S DU DÉVELOPPEMENT DURABLE NE LIENT PAS CETTE NOTION À L'IDÉE DE CROISSANCE ET L'UTILISENT DE BONNE FOI EN APPUYANT LA NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT DE SYSTÈME JUSTE SOCIALEMENT, MAIS FORCE EST DE CONSTATER QUE LE FLOU AUTOUR DE CE CONCEPT PERMET RÉCUPÉRATION ET GREENWASHING : RESTONS CRITIQUES. #18 LEGAUT ET AL., OP. CIT., P.116. #19 BON PÔTE, 15/9/22, « RALENTIR OU PÉRIR, L'ÉCONOMIE DE LA DÉCROISSANCE ». #20 IBON INTERNATIONAL, 2020, « JUSTE ET SUFFISANT, LE FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ? », PP.83-109, DANS L'URGENCE ÉCOLOGIQUE VUE DU SUD, CETRI. #21 AMNESTY, 5/3/20, « CINQ MILITANTES NOUS PARLENT DE LEUR DÉFINITION DE LA JUSTICE CLIMATIQUE ».



« SI LE CLIMAT ÉTAIT UNE BANQUE,
VOUS L'AURIEZ DÉJÀ SAUVÉ. »



Emmeline Van den Bosch : « J'ai vécu le changement climatique dans ma chair »

Emmeline Van den Bosch a été victime des inondations qui ont frappé la Belgique en juillet 2021. Vivre les conséquences du changement climatique a été une « grosse claque » pour elle. Aujourd'hui, sa colère face à l'inaction politique est toujours présente, mais elle a réussi à surmonter ses émotions et, petit à petit, elle s'est tournée vers la militance afin de sensibiliser aux impacts des dérèglements climatiques.

PEUX-TU EXPLIQUER COMMENT TU AS VÉCU LES INONDATIONS ?

J'ai un appartement dans le centre de Wavre et au rez-de-chaussée se trouve le magasin de mes parents. En juillet 2021, on a été inondé : on a eu un peu plus d'un mètre d'eau au niveau de la rue. Toute la marchandise a été complètement noyée et était irrécupérable. Le bâtiment a aussi énormément souffert. Ça m'a fait beaucoup de mal de voir ce petit commerce familial détruit et l'impact que ça a eu sur mes proches.

Durant la nuit du 15 au 16 juillet, au départ, l'eau montait très lentement, j'étais un peu stressée mais je me disais que ça n'allait jamais arriver jusqu'au niveau du magasin. Et puis, vers minuit trente, avant d'aller dormir, je suis descendue

pour vérifier le niveau de l'eau et je me suis rendu compte qu'il y avait déjà une dizaine de centimètres dans le magasin. C'était terrible, j'avais l'impression de ne rien pouvoir faire. Vers 3h du matin, j'ai fini par remonter et, en regardant par la fenêtre, j'ai vu le reflet de la lune, comme sur un lac. J'ai compris que la Dyle était sortie de son lit et qu'il y avait de l'eau absolument partout : la route, le parking et les jardins, ce n'était que de l'eau. Après la décrue (48h plus tard), on a passé trois semaines à sortir les objets et meubles noyés, les uns après les autres. J'étais dans un état de stress aigu, j'ai donc été suivie par une psychologue. Les émotions avaient été tellement fortes pendant le traumatisme qu'après je me suis mise en mode veille : pas de pensées complexes, pas d'émotions. Et puis, au bout d'environ un mois, j'ai commencé à me reconstruire mais j'étais de nouveau débordée d'émotions : de l'éco-anxiété, de la rage, du désespoir aussi.

QUEL EST TON RESSENTI AUJOURD'HUI ?

Aujourd'hui, je peux dire que je vais bien. Ce n'était pas le cas il y a plusieurs mois. Pour moi, il n'y avait plus d'espoir pour l'avenir, je me disais « le changement climatique est là » et il y



LA RUE D'EMMELINE INONDÉE



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES GRANDS-PARENTS POUR LE CLIMAT



RENCONTRE AVEC JANE GOODALL

a un lien hyper clair avec des phénomènes météorologiques extrêmes. La synthèse des trois rapports du GIEC^{#1} sortie fin mars en rend compte : au plus on va aller vers un scénario à réchauffement important, au plus on va avoir des phénomènes météorologiques extrêmes, plus graves, plus fréquents (inondations, sécheresse, feux de forêt, etc.). J'avais la rage contre les politiques aux niveaux fédéral et régional, qui n'agissent pas assez pour lutter contre le changement climatique, mais j'étais aussi en colère contre les politiques communales. Par exemple, la Dyle est complètement emmurée, il n'y a pas de berges naturelles. S'il pleut et qu'elle a besoin de prendre plus de place, elle ne peut que déborder dans la ville. Bref, cela va à contre-courant de la logique de l'urbanisme et de la gestion du territoire, tout comme du respect du vivant, qui pour moi a complètement disparu aujourd'hui. Tout ça a mené aux inondations, à la sécheresse de l'année passée. Je reste en colère par rapport à ce qu'il s'est passé et je ne serai pas sereine tant qu'il n'y aura pas de politiques d'adaptation, en plus des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les deux doivent aller ensemble.

AS-TU REMARQUÉ DES CHANGEMENTS AU NIVEAU DE LA VILLE MAIS AUSSI DE L'ÉTAT OU DE LA RÉGION EN RÉACTION AUX INONDATIONS DE L'ÉTÉ 2021 ?

Au niveau de la ville de Wavre, il y a peut-être des changements dans la compréhension du problème, du fait que ça peut arriver et que ça arrivera probablement encore. Mais des changements de terrain concrets, pour moi, il n'y en a pas encore eu. Je ne baisse pas les bras et je continue à militer. En janvier dernier, j'ai fait une interpellation citoyenne au Conseil communal, j'ai demandé ce qui allait être mis en place suite aux inondations et on m'a répondu avec toute une série de projets. Maintenant, entre ce qu'on dit qu'on va faire et ce qu'on fait, il y a une marge, évidemment. Et puis, il y a peut-être aussi un aspect électoral là-dedans. J'attends de voir pour vraiment y croire. À un niveau

plus global, il y a une vraie prise de conscience. Le changement climatique est devenu un problème de société dont on a compris qu'il faut se soucier. Par contre, à ce stade, je ne suis pas encore satisfaite, ni au niveau communal, ni au niveau global.

LES INONDATIONS T'ONT DAVANTAGE FAIT PRENDRE CONSCIENCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET TU ES DEVENUE ACTIVISTE POUR LE CLIMAT. EST-CE QUE TU PEUX EXPLIQUER TON CHEMINEMENT ?

Avant juillet 2021, j'avais déjà conscience que l'on était en train de vivre un changement climatique parce que je lis beaucoup l'actualité. Par contre, le *vivre*, ce n'est pas la même chose. Pour moi, il y a eu un avant et un après juillet 2021. Suite aux inondations, j'ai fait un travail sur moi-même pour accepter ce que je ressentais et pour me mettre en action, d'où l'activisme, d'où les changements dans ma vie quotidienne et d'où le fait, comme ici par exemple, que j'en parle le plus possible. Je n'ai pas décidé un matin de devenir activiste. Les choses se sont mises en place petit à petit. Ça a commencé parce que j'ai répondu à un appel à témoignages du Service public de Wallonie : j'ai écrit 12 pages sur ce que j'avais vécu et je l'ai envoyé. Et puis, un journaliste a eu accès à ce récit et l'a publié. J'ai eu énormément de retours d'inconnu-e-s qui avaient été touché-e-s par mon histoire ou qui voulaient me rencontrer pour discuter, comme l'association « Les Grands-Parents pour le Climat » qui m'a proposé de venir à leur assemblée générale en tant qu'invitée d'honneur. Petit à petit, une personne m'a permis d'en rencontrer une autre, qui m'a permis d'en rencontrer une autre, etc. Je me suis retrouvée autour d'une table avec Zakia Khattabi, notre ministre du Climat, et la Reine Mathilde pour échanger sur le développement durable. J'étais

#1 LES RISQUES SONT BEAUCOUP PLUS ÉLEVÉS QUE CEUX QUI AVAIENT ÉTÉ PRÉVUS ET LES PROGRÈS SONT INSUFFISANTS : CLIMAT.BE/CHANGEMENTS-CLIMATIQUES/CHANGEMENTS-OBSERVÉS/RAPPORTS-DU-GIEC/2023-RAPPORT-DE-SYNTHESE



EMMELINE ET SON PÈRE
À LA MARCHÉ CLIMAT D'OCTOBRE 2021



assez impressionnée parce que je me dis parfois que je ne suis personne. Je ne suis pas scientifique, pas ingénieure, pas agronome mais j'ai vécu le changement climatique dans ma chair, j'ai ressenti le froid de l'eau qui a débordé à Wavre, j'ai vu le magasin complètement détruit et c'est la seule légitimité que je me donne. Mais, par contre, comme je l'ai vécu, j'estime qu'il faut que j'investisse une partie de mon énergie à me battre pour qu'on n'ait plus à vivre ça. Tout simplement parce que je ne suis pas prête à repasser par tout ça.

ET DU COUP, EST-CE QUE ÇA TE REND PLUS SENSIBLE AUX IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN DEHORS DE LA BELGIQUE, DANS LES PAYS DITS DU SUD ?

Ça me touche énormément, même si voir quelque chose et le vivre ce n'est pas la même chose. Je ne suis pas capable de savoir ce que vivent les gens dans le Sud quand il y a des famines, des inondations, des sécheresses terribles ou des affaissements de terrain. Par contre, ça me touche énormément parce que j'ai vécu quelque chose de similaire. Évidemment c'est beaucoup plus grave dans le Sud : chez nous, les inondations ont fait 39 mort-e-s. Souvent chez eux, il y a des centaines de milliers de mort-e-s. On a vu ce qu'il s'est passé au Pakistan durant l'été 2022, le quart du pays était sous l'eau. Les inondations ont fait dix millions de déplacé-e-s et pourtant, ils et elles sont beaucoup moins responsables du réchauffement climatique que nous^{#2}. On n'est pas tou-te-s responsables du naufrage de la même façon, mais on est tou-te-s dans le même bateau et donc je trouve qu'on devrait vraiment s'y mettre, que ce soit pour nous, pour les personnes du Sud, pour les générations futures.

IL EXISTE ÉGALEMENT DES ÉTUDES QUI MONTRENT QUE LES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES TOUCHENT DAVANTAGE LES POPULATIONS PLUS FRAGILISÉES AU SEIN MÊME DES PAYS^{#3}.

Oui, très clairement. La rue la plus touchée à Wavre, c'est ce qu'on appelle le Quai aux Huîtres où vivent des personnes plus précarisées. Pour la vallée de la Vesdre à Liège, on a énormément parlé de la question des assurances. Certaines personnes sinistrées n'étaient en effet pas assurées, pas parce qu'elles n'ont pas fait les choses dans les règles mais simplement parce qu'elles n'en avaient pas les moyens, et ce sont ces personnes-là qui ont été touchées en premier. On parle ici des inondations, mais on peut aussi parler des décès liés aux canicules. On sait que, en ville, les îlots de chaleur sont beaucoup plus importants. Les classes sociales les plus favorisées vont avoir plus facilement accès à une villa avec un grand jardin ou une piscine et à des espaces verts. Il y a vraiment un manque de justice sociale et de justice climatique, et c'est évidemment lié. Je le disais : on est tous dans le même bateau, mais on n'est pas tous responsables du naufrage de la même façon. C'est un peu comme dans le Titanic, il y en a qui sont en troisième classe et puis il y en a d'autres qui sont en première classe, et on ne vit pas le naufrage de la même façon et il n'y aura pas autant de mort-e-s dans une classe que dans l'autre.

TU AS PARLÉ D'ÉCO-ANXIÉTÉ, EST-CE QUE TU POURRAIS EXPLIQUER CE QUE C'EST ET COMMENT Y FAIRE FACE ?

Je vais parler de la façon dont, moi, j'ai géré mon éco-anxié-

té, en sachant qu'on est tous différents et que ce n'est pas la solution miracle. Ce qui m'a fait énormément de bien, c'est d'accepter toutes les émotions que j'ai ressenties. Ça a pris du temps, et c'était difficile à vivre. Car même si les États se mettent à faire tout ce qu'il faut pour inverser la tendance, il y a des dérèglements climatiques qui ne sont plus réversibles. Il faut faire un travail de deuil et accepter qu'on n'aura pas la vie des générations précédentes et qu'on va vivre des choses difficiles. Si jamais on n'y arrive pas, on peut se faire aider ; c'est super important de ne pas rester tout seul avec ses émotions^{#4}.

Une fois qu'on arrive à accepter ce qu'on ressent, il faut se dire qu'on a carte blanche pour la suite et je trouve ça vraiment intéressant. On arrive au bout d'un système qui ne tient plus parce qu'on épuise beaucoup trop les ressources. Il faut réinventer le monde de demain. Je trouve que c'est à la fois un poids et une chance de pouvoir le faire et, dans ce monde de demain réinventé, il y aura des choses positives.

EST-CE QUE TU AS DES CONSEILS À DONNER AUX JEUNES QUI SE DEMANDENT CE QU'ILS PEUVENT FAIRE POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ?

Oui, souvent, ça va de pair avec l'éco-anxiété, celles et ceux qui ne savent pas très bien quoi faire. Il y a plusieurs façon d'agir : on peut agir dans son quotidien, par exemple, manger moins de viande^{#5}; prendre un peu plus les transports en commun et un peu moins la voiture ; boire l'eau du robinet plutôt que l'eau en bouteille pour qu'il y ait moins de plastique. Et puis, il y a les actions d'appel aux politiques pour faire changer les choses ou bien se lancer en politique pour changer soi-même les choses. On peut aussi militer : ça peut être sur les réseaux sociaux, par des publications de sensibilisation ou alors en envoyant un e-mail – poli et respectueux – à un-e politique. Certaines personnes vont se dire : « qu'est-ce ça va changer, un e-mail ? », sauf que si on s'y met tou-te-s, les politiques devront s'intéresser à ce que leur électorat réclame. En résumé, il y a plein de façons d'agir autant dans son quotidien qu'à un niveau plus global. Tout le monde n'a pas l'occasion d'enchaîner les plateaux de télévision pour prendre la parole, de se rendre dans les zones à défendre^{#6} ou de s'investir dans une association, mais, en fonction des moyens, de l'énergie, de la personnalité et du temps que l'on a, on a tou-te-s la possibilité d'agir d'une façon ou d'une autre. Surtout, il ne faut pas avoir peur de commencer trop petit et de rêver trop grand. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ALINE MICHELS, STAGIAIRE À LA FUCID

#02 EN 2019, LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE D'UN-E PAKISTANAIS-E ÉTAIT DIX FOIS INFÉRIEURES À CELLES D'UNE BELGE SELON LA BANQUE MONDIALE. #03 DANS SON TRAVAIL DE FIN D'ÉTUDES, CLÉMENCE POUSSARD ANALYSE LES POPULATIONS LES PLUS EXPOSÉES AUX INONDATIONS DANS LA PROVINCE DE LIÈGE. SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 5 (1 ÉTANT LE PLUS PRÉCARISÉ), LA POPULATION MOINS AISEE EST PLUS EXPOSÉE (NIVEAU 2). DE PLUS, LA POPULATION AISEE A UNE PLUS FORTE CAPACITÉ À SE PRÉVENIR DES RISQUES ET UN ACCÈS PLUS FACILE À L'INFORMATION. <https://www.alterechos.be/jacques-teller-avec-le-changement-climatique-il-est-fort-probable-que-les-inegalites-environnementales-liees-aux-inondations-sexacerbent/> #04 EN CAS DE BESOIN, L'UNAMUR POSSEDE UNE CELLULE MEDICO-PSYCHOLOGIQUE : <https://www.unamur.be/services/vecu/cmp/consultation-psychologique-info> #05 SELON UN RAPPORT DE LA FAO, 14,5% DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFETS DE SERRE D'ORIGINE ANTHROPIQUE SONT DUES À L'ÉLEVAGE DE BÉTAIL (7 MILLIARDS DE TONNES DE CO2 PAR AN), QUI PROVOQUE ÉGALEMENT UNE FORTE POLLUTION DE L'EAU ET UNE IMPORTANTE DÉFORESTATION. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/11/pourquoi-la-viande-est-elle-si-nocive-pour-la-planete-5395914_4355770.html #06 LES ZONES À DÉFENDRE OU ZAD SONT DES DISPOSITIFS D'OCCUPATION DE L'ESPACE AYANT POUR BUT D'ENTRAVER LA RÉALISATION D'UN PROJET, GÉNÉRALEMENT POUR DES RAISONS ENVIRONNEMENTALES OU POUR CONTESTER LE MODÈLE DE SOCIÉTÉ CAPITALISTE. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/zad>



Je veux agir ! Par où commencer ?

JE M'INFORME ET JE SENSIBILISE MON ENTOURAGE

Je me rends aux événements des associations namuroises qui abordent la thématique du climat et de l'environnement : CNC-D-11.11.11 Namur, la Casse-roule, la Maison de l'écologie, les Amis de la Terre, Empreinte ASBL, FIAN... Il y a également le Festival Namur Demain, qui a lieu tous les ans en octobre.

Je contacte la FUCID pour participer avec mon groupe de potes ou mon collectif à une fresque climat, une fresque des frontières planétaires, une fresque des nouveaux récits, un atelier 2 tonnes, etc. Je peux aussi leur emprunter des ouvrages et des outils pédagogiques sur la thématique.

J'AGIS PONCTUELLEMENT

Je participe à la marche climat de la Coalition climat, qui a lieu tous les ans autour d'octobre-décembre (en fonction de l'agenda politique) afin d'interpeller les décideurs économiques et politiques : <https://marcheclimat.be/>

Je participe à des manifestations ou mobilisations en ligne, comme le proposent régulièrement par exemple Greenpeace, Amnesty (notamment pour la protection des militant-e-s), We Move Europe, etc. Adelaide Charlier partage régulièrement ces initiatives sur son compte Instagram.

Je favorise les coopératives locales et les circuits-courts, notamment dans mon alimentation grâce à la carte de la Ceinture Alimentaire Namuroise via <https://can.gogocarto.fr/>.

JE M'ENGAGE

Je me lance dans les éco-gestes, tout en ayant conscience de leurs limites et de l'importance d'agir collectivement. Les plus efficaces : changer de banque, opter pour un régime végétarien/végétalien, acheter moins d'objets neufs et privilégier les trajets en transports en commun.

Je rejoins une association ou un groupe local engagé sur les questions climatiques : ceux cités dans la partie « Je m'informe », mais également Youth for Climate, le Réseau Transition, la Coalition Climat Namuroise...

Je rejoins ou j'organise dans mon quartier un atelier de réparation de vélo ou un repair café, un magasin à prix libre, une cantine d'inventus... ou toute autre initiative anticapitaliste.

Je prends part à une action de désobéissance civile via Code Rouge, Extinction Rebellion ou encore le collectif Namur sans pub.



ŒUVRE DE LORENZO QUINN INSTALLÉE À VENISE EN 2017



Deux jeunes activistes africains en lutte dans leur pays

INTERVIEW CROISÉE AVEC PERK POMEYIE ET NISREEN EL SAYEEN

Si les conséquences du dérèglement climatique commencent à se faire sentir dans le Nord global⁰¹, cela fait déjà plusieurs décennies que le Sud global les subit. Selon le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), le continent africain est le continent qui produit le moins d'émissions de gaz à effet de serre, mais qui en subit le plus les conséquences. En effet, c'est dans ces régions que les pluies torrentielles, les inondations, les sécheresses, etc. font partie du quotidien de plusieurs centaines de millions d'habitants avec des conséquences terribles qui ne font que s'accumuler. Le Docteur Christopher Trisos⁰², l'un des coordinateurs principaux du rapport du GIEC, interviewé par le média Afrique Renouveau en mars 2022, prévient ainsi des risques encourus par le continent africain : « Plusieurs pays d'Afrique devraient être confrontés à des risques qui se chevauchent. Ils connaîtront une réduction de la production alimentaire des cultures et des produits halieutiques, ainsi qu'une augmentation de la mortalité liée à la chaleur. La perte de productivité du travail liée à la chaleur et les inondations dues à l'élévation du niveau de la mer. » En réponse à ces événements au Nord comme au Sud, une partie de la population se mobilise face à l'inaction politique, les jeunes marchent pour le climat, des figures d'activistes naissent un peu partout pour souligner l'urgence de la situation. Aujourd'hui, intéressons-nous à ce militantisme à travers le regard de deux activistes climatiques africains, l'un au Ghana, l'autre au Soudan.

Richard Edem Pomeyie, aussi appelé Perk Pomeyie est un activiste résidant à Accra au Ghana. Engagé depuis 8 ans, il est dorénavant le coordinateur national du *Ghana Youth Environmental Movement* (le mouvement des jeunes ghanéens pour l'environnement).

Nisreen El Sayeen, elle, vit au Soudan où elle a commencé ses activités de militante climatique il y a maintenant 11 ans. Elle est désormais la présidente du mouvement *Sudan Youth for Climate Change* (la jeunesse soudanaise contre le changement climatique) et a notamment pu présider le groupe consultatif de la jeunesse sur le changement climatique de l'ONU lors de la COP26 à Glasgow en 2021 (les COP sont des conférences des Nations Unies qui ont lieu tous les ans pour fixer des objectifs communs de réduction des gaz à effet de serre).

Tous deux ne se destinaient pourtant pas à travailler sur des enjeux environnementaux. En effet, Perk travaillait dans le gra-



phisme : « Mon point d'entrée dans le mouvement environnemental s'est fait par mes compétences de designer graphique. Le fondateur du mouvement avait besoin d'un graphiste pour designer sa campagne en ligne. C'est donc à travers ce simple job que j'ai commencé m'intéresser plus en profondeur à ces enjeux climatiques. » Nisreen, elle, est entrée dans le milieu environnemental grâce à ses compétences académiques : « À l'université, j'ai étudié la physique en bachelier. Suite à des révolutions violentes dans mon pays, j'ai compris qu'en étant uniquement scientifique, je n'accéderais pas aux organes décisionnels. Ce ne sont pas les scientifiques mais les politiciens qui prennent les décisions, ce pourquoi j'ai continué mes études dans un domaine appelé la diplomatie scientifique qui consiste à utiliser la science au service de la diplomatie. J'ai alors découvert qu'il y avait beaucoup de liens entre la physique et les changements climatiques. J'ai donc commencé en plus à faire du volontariat dans une organisation locale au Soudan, cela m'a permis de continuer d'en apprendre plus sur le sujet, j'ai pu visiter des régions au Soudan où l'on constate directement et de manière évidente les effets du changement climatique. »

UN TOURNANT DÉCISIF

Ce sont malheureusement deux événements tragiques auxquels tous les deux ont été confrontés de très près qui les ont définitivement convaincus de se mobiliser pour la justice



NISREEN

climatique. Alors que Nisreen passe pour la première fois ses examens à l'Université de Khartoum (capitale du Soudan), en juin 2012, une manifestation d'étudiant-e-s éclate dans la rue : elle donnera le coup d'envoi à des manifestations dans tout le pays pour dénoncer l'augmentation du coût de la vie et les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement. Mais ce dernier va réagir de manière très violente « avec beaucoup de gaz lacrymogène, de haine et d'arrestations », se rappelle la jeune femme, alors collée aux chaînes d'informations.

Le lendemain, cependant, elle sera le témoin direct de ces violences : « le second jour, je me souviens, il y avait, dans l'université, des étudiants loyaux envers le régime. Ils ont débarqué dans notre classe où nous étions en train de passer nos examens et ont déchiré toutes les copies. Ensuite, ils s'en sont pris à deux étudiants jusqu'à les jeter par la fenêtre du troisième étage de ma classe... c'était terrible ! L'un est décédé et l'autre était gravement blessé... L'université a dû être fermée pendant au moins trois mois. C'est à ce moment que j'ai voulu lier mes études de physique avec un engagement sociétal. »

Pour Perk, les conséquences du dérèglement climatiques sont venues directement frapper à sa porte. Lors d'une nuit d'été de juin, en 2016, la ville d'Accra est tourmentée par des pluies diluviennes. Perk s'en souvient bien, c'était la veille de son anniversaire : « Les pluies ont causé beaucoup de dégâts cette nuit-là, dont l'explosion d'une industrie qui a coûté la vie à de nombreuses personnes... Ce fut un jour très triste pour l'entièreté du pays, mais ça m'a aussi affecté directement : un ami très proche a perdu sa sœur qui allait travailler

dans un hôpital ce soir-là. Je pouvais aussi imaginer l'impact de cette catastrophe sur de nombreuses autres personnes, d'autres familles. Ce fut un moment d'éveil pour moi, j'ai compris qu'il fallait faire quelque chose. J'ai donc continué à lire et à m'informer sur le sujet et j'ai pu constater que, malgré le fait que nous ne contribuons qu'infinitement peu au dérèglement climatique, nous en subissons pourtant le plus les conséquences – et ce n'est pas uniquement les vies perdues, mais aussi les infrastructures dans un pays qui continue de se développer : leur destruction nous ralentit fortement dans ce processus. »

LA JEUNESSE COMME CLÉ DE VOUTE DE LA LUTTE

Perk et Nisreen se sont alors investis à leur manière jusqu'à devenir des acteur-trice-s clés, dans leur pays, dans la lutte pour plus de justice climatique. Nisreen, avec un petit groupe, a ainsi créé la première organisation de jeunes s'engageant sur le changement climatique au Soudan avec trois objectifs principaux : « Le premier est de sensibiliser autour de ces enjeux. Nous pensons que, si tu ne comprends pas le problème, alors tu ne pourras pas le solutionner. La priorité pour nous est donc de sensibiliser sur les enjeux climatiques, surtout auprès des jeunes qui pourront par la suite sensibiliser à leur tour un plus grand nombre. En rencontrant ces jeunes, nous avons constaté que beaucoup d'entre eux perdaient leur emploi et/ou leurs

NOUS PENSONS
que si tu ne comprends pas le problème, alors tu ne pourras pas le solutionner.

#01 LE CONCEPT DE NORD/SUD GLOBAL EST UTILISÉ POUR DÉCRIRE UN GROUPE DE PAYS SELON DES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES. LE SUD GLOBAL COMPREND LES PAYS DU CONTINENT AFRICAÏN, D'AMÉRIQUE LATINE, DES CARAÏBES ET DE CERTAINS PAYS D'ASIE ET D'OcéANIE CARACTÉRISÉS PAR UN FAIBLE REVENU EN COMPARAISON AU NORD GLOBAL COMPRENANT LES PAYS DITS « DÉVELOPPÉS » OU À MOYEN ET HAUT REVENU COMME LA MAJORITÉ DES PAYS EUROPÉENS, DE L'AMÉRIQUE DU NORD, DE L'Australie... #02 CHRISTOPHER TRISOS DIRIGE LE CLIMATE RISK LAB DE L'AFRICAN CLIMATE AND DEVELOPMENT INITIATIVE DE L'UNIVERSITÉ DU CAP, EN AFRIQUE DU SUD ET EST RESPONSABLE DU CHAPITRE CONSACRÉ À L'AFRIQUE DANS LE NOUVEAU RAPPORT.

revenus dans les secteurs de la production alimentaire à cause du réchauffement climatique et du manque de moyens et d'outils pour s'adapter à ces changements. Nous avons donc voulu, comme second objectif, les former à des emplois alternatifs et, pour certains, nous avons essayé de les introduire à des techniques climato-intelligentes. Enfin, le dernier objectif reste le plaidoyer : nous nous mobilisons auprès des autorités gouvernementales afin que celles-ci prennent des mesures fortes sur ces questions, mais aussi que la jeunesse puisse prendre part aux discussions autour de ces nouvelles mesures vu qu'elle est la principale concernée par l'implémentation de ces dernières. »

De son côté, Perk a enchaîné les projets et actions, mais il est particulièrement fier de la campagne « No Coal in Ghana », organisée par le *Ghana Youth Environmental Movement* entre 2013 et 2016 et qu'il a rejoint en cours de route. L'objectif de cette campagne était d'empêcher le gouvernement ghanéen de construire sa toute première centrale à charbon pour répondre aux besoins en énergie de la population. Pour lutter contre cette nouvelle construction, Perk et son organisation ont mis en place plusieurs actions : « Nous avons commencé par sensibiliser la communauté locale dans laquelle la centrale allait prendre place afin qu'elle puisse avoir l'entièreté des informations sur les conséquences de cette construction sur leur terrain. » En effet, si le gouvernement a pu vendre le projet aux habitant-e-s comme une opportunité d'emplois, un accélérateur de développement dans la communauté, à travers la construction de routes par exemple, le *Ghana Youth Environmental Movement* a voulu s'assurer que la population avait aussi conscience des risques : « Elle ne voyait pas comment la pollution générée par cette centrale au charbon allait détruire leurs fermes, leurs modes de vie, allait les exposer à certains dangers ou réduire leur espérance de vie ! Toutes ces conséquences étaient absentes des discours des politiciens et experts qui vendaient le projet. Nous avons également organisé des campagnes en ligne, des manifestations, une présence dans les médias pour sensibiliser, mais aussi pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il soit transparent avec la population. »

Cette campagne, Perk en est très fier car, comme il le conclut : « À la fin, nous avons atteint notre objectif puisque le gouvernement a décidé d'abandonner le projet. » Aujourd'hui, le Ghana ne compte toujours pas de centrale à charbon sur son territoire et a comme objectif d'atteindre les 10% de part de l'électricité produite dans le pays par des énergies renouvelables d'ici 2023⁸³. Malheureusement, dans le monde, 8500 centrales à charbon sont encore en activité⁸⁴, produisant plus d'un tiers de l'électricité mondiale alors qu'il s'agit de la source d'énergie émettant le plus de gaz à effet de serre. Il est prévu que plus de 300 nouvelles centrales voient le jour dans les pays émergents dans les cinq prochaines années.

Mener des actions de sensibilisation reste donc, pour Nisreen et Perk, l'un des leviers les plus importants dans leur pays respectif car, comme Perk le rappelle : « Même s'il y a une amélioration, une évolution, il y a toujours de la place pour faire plus, pour sensibiliser plus, pour continuer à se mobiliser et à changer notre comportement et notre perception sur ces enjeux. Depuis que j'ai commencé à m'engager, je vois une progression positive mais nous pouvons impliquer et outiller encore plus de personnes pour les aider à s'adapter, voire agir, par rapport au changement climatique. » Pour lui, l'urgence climatique commence à être sérieusement considérée par toutes les sphères de la population au Ghana : « Le nombre de mouvements et/ou d'organisations est en perpétuelle croissance, les médias et même le gouvernement commencent à prendre des initiatives pour conscientiser, mobiliser la population, les pousser à contribuer au renversement du changement climatique », rajoute Perk.

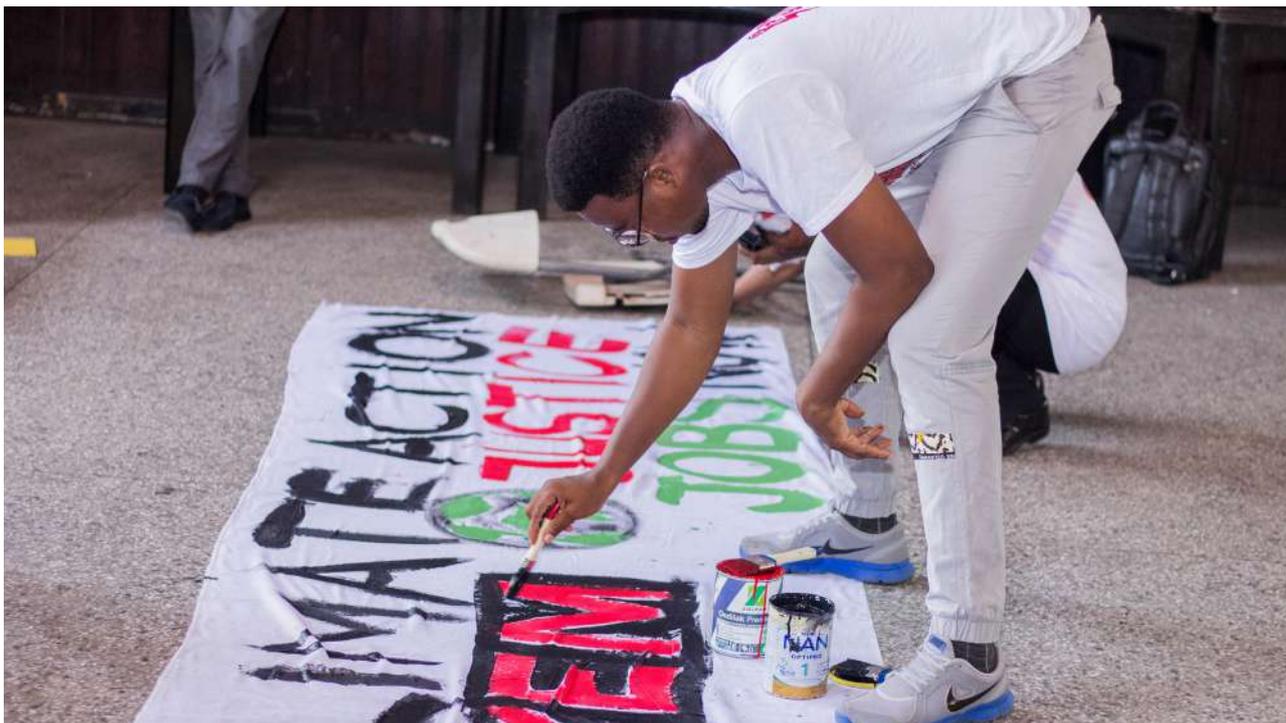
Au Soudan, le contexte politique est malheureusement différent. Depuis son indépendance en 1956, des tensions entre le Nord et Sud du pays entraînent les habitant-e-s dans une instabilité constante faite de guerres civiles, révolutions et coups

d'État⁸⁵. Comme nous le rappelle Nisreen : « À cause des nombreux conflits au Soudan, les enjeux climatiques ne sont pas vraiment une priorité... Pire, ces conflits aggravent encore plus la situation, et personne ne s'y intéresse, personne ne prend la peine de comprendre ou de réfléchir aux problèmes que cela engendre sur la population. » En effet, les changements climatiques, multipliant les sécheresses et pluies diluviennes, exacerbent encore plus les tensions déjà existantes

dans le pays. « Le Soudan est une terre concentrant une population d'indigènes nomades, de fermiers et d'éleveurs qui luttent pour l'utilisation des terres provoquant de nombreuses pertes de vies, de marchandises et bien plus », précise Nisreen. La raréfaction des ressources (en terres et en eau) intensifie donc ces conflits.

Nisreen reste cependant optimiste et constate, comme Perk, la multiplication des organisations travaillant sur les enjeux climatiques : « Depuis 2016⁸⁶, beaucoup de choses ont quand même changé. Par exemple, nous ne sommes plus la seule organisation de jeunes travaillant sur les enjeux climatiques, de nombreuses autres se sont créées. Il y a plus de personnes conscientes du problème, ces enjeux sont même intégrés dans les cursus universitaires. » Cependant, elle tempère : « Cette conscientisation reste dans la sphère des élites éduquées de la population et non dans les communautés les plus vulnérables. Nous n'avons malheureusement pas les ressources pour les atteindre. Nous espérons que les personnes sensibilisées allaient partager ce message auprès de leur communauté, mais je ne suis pas sûre que cela ait vraiment fonctionné... »

LA POPULATION
ne voyait pas comment la pollution générée par cette centrale au charbon allait détruire leurs fermes, leurs modes de vie.



POUR PLUS DE COLLABORATIONS NORD/SUD

Pour finir, nos activistes ont tous les deux souligné l'importance des échanges et des collaborations entre les jeunes activistes au Sud et au Nord global. À l'heure actuelle, où l'urgence climatique est mondiale, les décisions politiques sur le climat au Nord global ont une influence sur le Sud global et vice-versa et, pour Perk, les actions des politiques des pays du Nord global ne vont pas dans le bon sens : « Il s'agit de pays qui continuent à bénéficier des combustibles fossiles aux dépens des populations du Sud qui n'ont pas la capacité, le système en place, pour faire face aux dommages ou aux désastres causés par les inondations, les cyclones, la famine, la sécheresse extrême. C'est triste pour un jeune comme moi qui continue à voir cela et qui se surprend parfois à perdre espoir dans la survie du continent à cause de ce qui se passe actuellement. Je ne vois pas assez d'actions de la part du Nord global pour soutenir le Sud global à s'adapter et à être capable de se protéger contre le désastre du réchauffement climatique dont nous ne sommes même pas responsables ! »

D'où l'importance de la mobilisation des jeunes issu-e-s du Nord global, qui a une influence sur les prises de décisions politiques sur le climat au Sud. En effet, comme nous le décrit Perk : « C'est important que les jeunes activistes du Nord global s'assurent qu'une partie des mesures, des soutiens des gouvernements du Nord en direction des pays africains dans la lutte contre les changements climatiques soient élaborés en collaboration avec la jeunesse des pays africains. Les jeunes ont le droit d'être impliqués dans les décisions puisque cela a et aura un impact di-

rect sur eux, sur leur futur ! » Cette question de la transparence se retrouve aussi dans les luttes de Nisreen au Soudan : « C'est important de parler des défis que nous vivons en tant qu'activistes climatiques. Nombreux de ces défis viennent du fait que, pour la majeure partie de notre travail, la décision reste aux mains du gouvernement : c'est lui qui signe des accords internationaux, c'est donc lui que nous devons tenir pour responsable ! » D'où l'importance, au Sud comme au Nord, que celles et ceux au pouvoir rendent des comptes et que les citoyen-ne-s aient ce devoir de vigilance envers leurs autorités. « Quand les jeunes activistes au Nord global se mobilisent pour mettre la pression

autour de ces enjeux, cela rend possible pour les jeunes activistes du Sud de pousser leurs gouvernements à implémenter de nouvelles mesures qui permettent de protéger le futur des jeunes, mais aussi de sauvegarder l'environnement », ajoute Perk avant de conclure : « Les actions autour du climat doivent être des actions collectives ! Il est donc plus que désirable que des jeunes du Nord global et du Sud global échangent et partagent leurs histoires, leurs expériences... Tout cela montrera que nous sommes sur la bonne voie pour renverser le changement climatique et réduire la pollution mondiale. » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MAXIME GIEGAS,
CHARGÉ DE PROJETS À LA FUCID

#03 DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR, 7 DÉCEMBRE 2020. « LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ AU GHANA », MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE, FRANCE. #04 BIROL F, 7 OCTOBRE 2021. « IL FAUT RÉDUIRE LA PART DU CHARBON DANS LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ, EN OPÉRANT UNE TRANSITION JUSTE », LE MONDE #05 RTBF, 25 OCTOBRE 2021. « LE SOUDAN, UNE HISTOIRE SOUS LE SIGNE DE LA GUERRE CIVIL ET DES COUPS D'ÉTAT. » #06 SUITE À UN ACCORD DE PAIX SIGNÉ EN 2015 APRÈS PLUS DE DEUX ANS DE CONFLIT ET LA MISE EN PLACE D'UN GOUVERNEMENT TRANSITOIRE.



Enjeux climatiques et environnementaux : transformer l'université, révolutionner le travail

Diplôme prestigieux en poche, ils-elles auraient pu devenir ingénieur-e-s, cadres supérieurs, mais ils ont refusé d'être complices d'entreprises et multinationales néfastes pour l'environnement. Ils ont élevé la voix ou ont bifurqué en silence, pour poser les premières briques d'un changement de paradigme nécessaire afin de répondre aux enjeux socio-environnementaux de nos sociétés contemporaines. En France, ils ont reçu une vague de haine et de critiques, traités de lâches, de gamins oisifs ou carrément accusés de vouloir accentuer la faim dans le monde⁰¹. La preuve d'un réel besoin de déconstruire le mythe de la carrière et de transformer l'enseignement supérieur actuel, afin d'amorcer un virage écologique radical.

En avril 2022, durant la cérémonie de remise des diplômes d'AgroParisTech, huit étudiant-e-s fraîchement diplômé-e-s appellent à désertier : ils fustigent leur formation qui les pousse selon eux à participer aux ravages sociaux et écologiques en cours. Ils ne peuvent s'imaginer travailler dans des grandes entreprises pour « trafiquer en labo des plantes pour des multinationales qui asservissent toujours plus les agricultrices et les agriculteurs (...) ; inventer des labels "bonne conscience" pour permettre aux cadres de se croire héroïques en mangeant mieux que les autres ; développer des énergies dites "vertes" qui permettent d'accélérer la numérisation de la société tout en polluant et en exploitant à l'autre bout du monde ». Ecœuré-e-s, ils-elles ont choisi d'autres voies : l'apiculture, la lutte contre l'accaparement des terres, le maraîchage, ... La vidéo de leur discours a été vue près d'un million de fois⁰².

En juin 2022, c'est au tour d'étudiant-e-s de l'École nationale supérieure agronomique de prendre la parole. Eux non plus

ne supportent pas l'idée de travailler pour une « entreprise ultralibérale dont l'unique boussole est la recherche du profit » (Chapelle, 2023a) avec le maigre espoir de changer les choses de l'intérieur.

En septembre 2022, en Belgique cette fois-ci, Laurent Lievens, professeur à la Louvain School of Management, démissionne publiquement⁰³. Pour lui, l'urgence écologique impose de métamorphoser l'enseignement et la recherche de toute urgence. Il s'inquiète d'un cursus en sciences de gestion qui lui semble promouvoir une idéologie managériale génocidaire sans la moindre auto-critique.

Ces histoires font écho à celle de Clément Choisine, qui avait exprimé son angoisse lors de la remise de diplômes de Centrale Nantes, en novembre 2018 : « L'éthique, c'est ce que doit retrouver l'ingénieur pour ne pas perpétuer les erreurs du passé et du sacré sain progrès qui devrait et saurait toujours nous sauver. »⁰⁴ Elles font écho, aussi, à ces étudiant-e-s bioingénieur-e-s belges ne pouvant que constater le décalage entre les enjeux environnementaux et leurs cursus vantant encore largement les mérites des OGM et la monoculture productiviste, et non de l'agroécologie. Alors, beaucoup se disent : « qu'est-ce que je vais faire demain avec les outils qu'on m'a donnés ? » (Mergen, 2023)

« AUCUN DIPLÔME N'A DE SENS SUR UNE PLANÈTE MORTE » (LIEVENS, 2022)

Pour la sociologue Coline Ruwet, si ces parcours de démission ou de bifurcation restent actuellement le fait d'une minorité de personnes, ils sont la partie la plus médiatisée d'une vague



bien plus large d'éco-anxiété, de mal-être face au système scolaire et de décrochage, un peu plus accentuée par la récente épidémie de Covid-19 (L'Instant Papillon, 2023).

En France, la Consultation Nationale Étudiante a réalisé un état des lieux de la perception des étudiant-e-s face aux enjeux climatiques⁰⁵. 85% des 50 000 répondant-e-s se considéraient ainsi « inquiète-s voire angoissé-e-s vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ». L'étude de la CNE révélait également que 82% des étudiant-e-s ne se considéraient pas suffisamment formé-e-s sur les enjeux environnementaux, et que 85% d'entre eux-elles souhaitaient l'être. En Belgique, l'ASBL The Shifters a récolté des résultats très similaires⁰⁶ en interrogeant 600 étudiant-e-s : pour ces dernier-e-s, l'éducation est un outil prioritaire face au changement climatique... outil qui est bien trop peu exploité. De fait, en Belgique, 63% des formations universitaires et 70% des formations données par des hautes écoles ne contiennent aucun cours qui aborde la durabilité climatique ou environnementale. Les facultés d'agronomie, de sciences et d'architecture sont, en toute logique, celles qui organisent le plus de cours à ce sujet, cours qui sont par contre quasiment absents des cursus des facultés de médecine ou de sciences humaines. Résultat : The Shifters a estimé que tout au plus 5% des travailleur-e-s belges ont reçu un enseignement qui aborde les enjeux climatiques et environnementaux.

Mais il ne s'agit ici encore que de la partie émergée de l'iceberg : car ce faible pourcentage d'étudiant-e-s ayant suivi un cours sur les enjeux climatiques les ont essentiellement étudiés sous leurs dimensions technique et scientifique, en laissant largement de côté les questions politiques, économiques et sociales qui doivent inévitablement se poser lorsque l'on veut appréhender le problème climatique et environnemental dans toute sa complexité. Plus encore, dans certains cursus, on chérit encore les causes du problème : des pratiques polluantes en agrologie⁰⁷ au système néo-libéral dans les facultés d'économie⁰⁸. Mais comment faire autrement, si l'on veut trouver un emploi, faire carrière ?

LA SACRO-SAINTE VALEUR TRAVAIL

À l'heure actuelle, l'université forme en effet des travailleur-euse-s avant de former des citoyen-ne-s. Pour Céline Marty, professeure de philosophie et spécialiste d'André Gorz⁰⁹, en effet, « on oriente tout de suite les jeunes vers des impératifs qui sont des normes capitalistes » (Blast, 2023) : il faut choisir des métiers rentables – et donc les études qui vont avec. Et lorsque l'on s'enferme dans ce système économique (par un crédit étudiant ou immobilier, un CDI), il peut être plus difficile de bifurquer : face à la peur de la précarité, il n'est pas toujours possible de trouver un emploi qui a du sens ou de faire prévaloir ses convictions.

Ces impératifs sont, pour Céline Marty, le reflet de la productivité imposée par notre société sur tous les aspects de notre

vie. L'emploi, plus encore, concentre des enjeux d'identité, de reconnaissance sociale, de retraite et de protection sociale, dans un système de plus en plus fragilisé. « Cela engendre de multiples situations de mal-être masquées par une valorisation constante de celui-ci [l'emploi] » (KPMG, 2023) : à travers, par exemple, les imaginaires nocifs des « métiers passion » et de la « start-up » qui permettent de légitimer l'exploitation des travailleur-euse-s prêt-e-s à tout donner pour leur métier. À travers également la valeur morale du « bon citoyen travailleur », quel que soit le contenu du travail ou ses conditions : en acceptant, par exemple, « qu'une partie de la jeunesse se dédie à la livraison de sushis et de pizzas pour des travailleurs exténués qui n'ont ni le temps ni l'envie de se nourrir eux-mêmes, au service d'autres travailleurs tout aussi exténués » (Marty, 2021).

Il est logique que les bifurcations étudiantes trouvent une forme d'équivalence dans le monde du travail. Dans leur livre *Redonner du sens au travail*, Thomas Coutrot et Coralie Perez montrent ainsi que la vague de démission qui a suivi la crise sanitaire touchait bel et bien à la question du sens au travail (et

ce quelle que soit la catégorie sociale), et pas seulement à ses conditions (salaire, horaire) : ce qui comprend notamment l'utilité sociale du travail et sa cohérence éthique (un emploi qui respecte la santé des autres et de la planète) (Chapelle, 2023b). L'utilité sociale du travail, c'est ce sur quoi ont travaillé Helen Kersly, Eilis Iawlor et Susan Steed en 2009¹⁰ : ils ont ainsi comparé, entre autres, la valeur sociale d'un technicien de surface et celle d'un conseiller fiscal. Le conseiller fiscal,

permettant notamment aux sociétés d'échapper aux impôts et donc au financement du secteur public, détruirait 47 fois plus de valeur qu'il n'en crée, pour un salaire compris entre 75 et 200 mille livres sterling par an. Tandis qu'un technicien de surface dans un hôpital, contribuant à freiner la propagation des maladies, générerait 10 fois plus de valeur qu'il n'est payé.

Cette culture du travail à tout prix, cette valorisation des métiers néfastes face à des métiers précaires pourtant essentiels pour la collectivité, montrent que transformer l'université ne peut se faire qu'en bouleversant la façon dont est pensé et organisé l'emploi. Le fait est que, pour répondre aux défis économiques, sociaux et politiques actuels, certains d'entre eux devront disparaître, d'autres devront être créés, et du temps devra être libéré.

Beaucoup de penseur-euse-s ont en effet exploré la question de la libération du travail comme jalon essentiel de transfor-

TOUT AU PLUS
5% des travailleur-e-s belges
ont reçu un enseignement qui
aborde les enjeux climatiques et
environnementaux.

#01 DANS UN ARTICLE DU POINT : « QUAND DE JEUNES INGÉNIEURS AGRONOMES RÊVENT D'AFFAMER LE MONDE ». #02 VOUS POUVEZ LA REGARDER ICI : <https://youtu.be/SU0VOC2K050?si=WASCEY1LO2JCZTY> #03 SA CARTE BLANCHE EST DISPONIBLE DANS LA LIBRE.BE : « VOICI POURQUOI JE DÉMISSIONNE DE LA LOUVAIN SCHOOL OF MANAGEMENT ». #04 SON DISCOURS COMPLET : <https://youtu.be/3LVTGIWSAAE?si=X06WVMOHFQXUZZH> #05 L'ÉTUDE COMPLÈTE : https://le-reses.org/wp-content/uploads/2021/04/RAPPORT_CNE2020.PDF #06 L'ÉTUDE COMPLÈTE : https://educationclimate.be/educationclimate_rapport_final_fr.pdf #07 SCIENCE DES TERRES CULTIVABLES. #08 EN BELGIQUE, RETHINKING ECONOMICS BELGIUM A INTERROGÉ 566 ÉTUDIANT-E-S EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION SUR LEURS ÉTUDES : POUR 68% D'ENTRE EUX, LEURS COURS AVAIENT UN BIAIS EN FAVEUR DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE. POUR 78% D'ENTRE EUX, LES COURS NE LEUR PERMETTAIENT PAS DE COMPRENDRE L'IMPACT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE SUR L'ENVIRONNEMENT. 80% DÉSIRAIENT APPRENDRE UNE PLUS GRANDE VARIÉTÉ DE THÉORIES ÉCONOMIQUES. (BERO, 2019). #09 PHILOSOPHE ET JOURNALISTE FRANÇAIS (1923-2007) CONSIDÉRÉ COMME L'UN DES PRINCIPAUX THÉORIENS DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ET DE LA DÉCROISSANCE. #10 L'ÉTUDE COMPLÈTE : NEWECOMONICS.ORG/2009/12/A-BIT-RICH

mation vers une société plus durable. L'économiste et homme politique Pierre Larrourou l'explique ainsi : « C'est défier la logique capitaliste : "le temps c'est de l'argent". C'est accepter qu'on pourrait produire plus pour moins cher et choisir de ne pas le faire » (LouieMedia, 2020). Céline Marty renchérit : « L'écologie interpelle les citoyens-travailleurs que nous sommes sur une chose fondamentale : une des plus importantes victoires du capitalisme productiviste aura été de nous déposséder de tout droit de regard sur la production. Sortir de l'emprise productiviste, ce serait donc inventer un modèle alternatif qui démocratise en profondeur le travail » (Marin, 2022). Il s'agit notamment de supprimer les « bullshit jobs »¹¹, métiers rémunérateurs mais ennuyeux et sans finalité qu'un actif-ve sur cinq a le sentiment d'exercer en France (CNE, 2020). De libérer un temps pour prendre du recul, du pouvoir, développer l'autoproduction alimentaire, la coopération, la vie associative, politique et culturelle : en somme, un temps de vie où l'on peut s'impliquer dans la société sans se soucier des impératifs du marché. André Gorz appelait ainsi de ses vœux à une semaine de quatre jours qui « favoriserait la sortie d'une société du salariat vers une société de la citoyenneté active, plus adaptée aux remises en question qu'appelle le péril climatique et aux demandes de renouvellement démocratique manifestées par la population » (Gianinazzi, 2020). Le sociologue Claus Offe propose quant à lui de donner à chaque salarié 10 ans de congés payés sur toute la carrière, à organiser comme bon lui semble (Marty, 2021). D'autres encore parlent de revenu universel, tandis que certain-e-s considèrent qu'il faudra plutôt se retoucher les manches pour répondre au besoin de métiers à forte valeur sociale ou environnementale ainsi que de main-d'œuvre dans un monde sans pétrole où la production devra être relocalisée. Dans tous les cas, une transition écologique devra passer par une nécessaire re-démocratisation du travail qui bouleversera probablement l'éthique de la spécialisation que nous apprend l'école, et par là la hiérarchie entre les différents types de métiers.

L'UNIVERSITÉ : MOTEUR DE CHANGEMENT OU REFLET DES NORMES SOCIÉTALES ?

L'enseignement supérieur, qui forme des citoyen-ne-s parmi lesquel-le-s des futur-e-s chef-fe-s d'entreprises ou politiques, est un levier d'action puissant pour nous diriger vers cette transformation¹².

Afin d'en faire un moteur de changement, des étudiant-e-s s'engagent déjà, comme l'AGL (Assemblée Générale des étudiants de Louvain) qui a fait pression pour modifier les cours de sciences économiques à l'UCLouvain afin que les professeurs incluent dans leur enseignement les limites du libre-échange et ses conséquences (sociales, environnementales) négatives (Bero, 2019). Beaucoup d'enseignant-e-s sont eux aussi porteurs d'idées innovantes. Ils sont d'ailleurs plus de mille enseignant-e-s du secondaire ou du supérieur, éducateur-rices,

membres de direction et autres personnes travaillant dans un établissement d'enseignement belge à avoir signé la « Charte pour un enseignement à la hauteur de l'urgence écologique »¹³ afin de non seulement outiller les élèves à la compréhension des enjeux écologiques, mais aussi de décloisonner les disciplines pour saisir les enjeux environnementaux dans leur complexité, comprendre les injustices climatiques, renforcer le pouvoir d'agir, ancrer l'enseignement dans le réel et l'expérimentation et promouvoir des approches pédagogiques différentes (valoriser la collaboration plutôt que la compétition, offrir une place aux émotions, ouvrir les imaginaires de futurs désirables, etc.). Bref, faire de l'école un lieu d'inspiration.

Nicolas Dendoncker, professeur à l'Université de Namur au département de géographie, est l'un des signataires de cette charte. Comme d'autres membres du corps académique de l'UNamur, il fourmille d'idées et de projets en lien avec les valeurs humanistes de l'université et son engagement envers le climat. En signant la Déclaration de l'Enseignement supérieur pour le Développement Durable de RIO+20', l'UNamur s'est

en effet engagée à enseigner les concepts de développement durable, encourager la recherche dans ce domaine, éco-responsabiliser sur son campus et soutenir les efforts de développement durable au niveau local et régional. À travers son plan stratégique « Univers 2025 » l'université a également annoncé comme objectif d'être un campus durable, « sur le fond comme sur la forme », c'est-à-dire aussi bien dans sa façon de gérer son infrastructure qu'« en tant qu'institution

d'enseignement et de recherche, par son engagement afin de contribuer activement à la transition environnementale »¹⁴.

Aujourd'hui, l'université propose trois cours transversaux qui intègrent la dimension du développement durable, « avec une quatrième unité d'enseignement qui devrait être créée l'année suivante ou d'après », nous explique Nicolas Dendoncker. « Nous explorons l'idée d'une sorte de filière regroupant ces quatre cours, et que tout étudiant pourrait suivre en obtenant une mention sur son diplôme. Mais nous pourrions également aller plus loin, avec une formation qui serait obligatoire pour tous les étudiants. » Des freins existent, cependant, notamment en rapport à l'organisation facultaire (il est difficile de changer les programmes de cours) et au manque de certains types d'expertises sur le campus (l'université n'a pas de faculté d'agronomie, par exemple). Existe également à l'université une formation complémentaire en Développement Durable (pour les professionnels), et un projet de master en soutenabilité/développement durable (mais en suspens face au contexte politique¹⁵). Finalement, il existe, au département de médecine, un groupe de réflexion pour organiser un cours se concentrant spécifiquement sur le concept de « One Health », comme l'explique Grégoire Wieërs, professeur au sein de ce département : « Ce concept s'appuie sur une vision de la santé humaine comme dépendant également de la santé des animaux et de

L'UNIVERSITÉ,
à l'heure actuelle,
forme des travailleur-euse-s
avant de former
des citoyen-ne-s.



© JUDIE FRIEY

l'écosystème. Il s'agira aussi de ne pas se limiter à une approche technologique de la santé qui est occidentale et d'aborder les questions d'équité de l'accès à la santé dans le monde. »

Plus ambitieux encore, Nicolas Dendoncker et d'autres membres du corps académique aimeraient que puisse voir le jour un « campus de la transition » sur le domaine d'Haugimont¹⁴, en s'inspirant par exemple du campus de la transition à Forges, en France, un lieu d'expérimentation sur le terrain afin de lier théorie et pratique, savoir, savoir-être et savoir-faire, et outiller étudiant-e-s ou professionnel-le-s pour répondre aux enjeux écologiques, économiques, sociaux et politiques.

Ces exemples montrent une volonté d'innovation forte de membres du personnel de l'UNamur ainsi qu'un plan stratégique au niveau institutionnel pour faire bouger les choses. Malheureusement, des blocages logistiques, financiers et humains existent également. Résultat, l'université reste aujourd'hui assez mal classée par rapports aux institutions d'enseignement supérieur qui proposent des cours traitant des enjeux climatiques et environnementaux en Belgique, selon l'étude de The Shifters.

CONCLUSION

En Belgique, près de 50% de la population âgée de 30-34 ans a obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur (The Shifters, 2022). Après trois ans, cinq ans, voire plus, d'années d'études, il n'est pas normal que ces nouvelles forces vives dans notre société ne soient actuellement pas outillées pour faire face aux enjeux systémiques et écologiques de notre temps. Pourtant, 87% des étudiant-e-s belges estiment que les enjeux climatiques devraient être enseignés dans les universités. Pour une majorité d'entre eux, il pourra d'ailleurs s'agir d'un élément déterminant dans le choix d'une université (*Idem*).

S'il existe aujourd'hui de nombreuses volontés de changement, elles ont besoin d'un soutien d'envergure afin qu'une analyse complexe des enjeux environnementaux soit intégrée dans les différents cursus – à l'image du cours obligatoire de 24h de « Culture écologique » que doivent désormais suivre tous les étudiant-e-s de Sciences Po (France) – mais aussi que les cursus eux-mêmes soient transformés afin que chaque diplômé-e quitte les bancs de l'université avec les outils nécessaires pour s'engager dans les transitions à venir. À travers l'expérimentation, l'interdisciplinarité, un esprit d'auto-critique et de nouvelles boussoles de réussite, l'université pourrait, et devrait, fournir des appuis – scientifiques, techniques, politiques – plus solides encore aux étudiant-e-s pour penser de nouveaux horizons communs de justice environnementale et de bien-être collectif. ●

PAR ALIX BURON, CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#11 CONCEPT APPARU SOUS LA PLUME DE L'ANTHROPOLOGUE DAVID GRAEBER. #12 L'ÉTUDE DE LA CONSULTATION NATIONALE ÉTUDIANTE A D'AILLEURS TROUVÉ UN LIEN TRÈS CLAIR ENTRE LE FAIT DE SUIVRE UNE FORMATION LIÉE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET LE PASSAGE À L'ACTION DES ÉTUDIANT-E-S (2020). #13 VOUS POUVEZ DÉCOUVRIR LA CHARTE ET LA LISTE DES SIGNATAIRES ICI : [HTTPS://CHARTEENSEIGNANTSECOLOGIE.BE/LA-CHARTE/](https://charteenseignantsecologie.be/la-charte/) #14 LE TEXTE COMPLET : [HTTPS://UNIVERS-2025.UNAMUR.BE/OBJECTIFS](https://univers-2025.unamur.be/objectifs/). #15 LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION EST EN « ENVELOPPE FERMÉE », CE QUI SIGNIFIE QUE LE FINANCEMENT GLOBAL RESTE FIXE CHAQUE ANNÉE (HORS INDEXATION) ET EST ATTRIBUÉ À CHAQUE ÉTABLISSEMENT EN FONCTION DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS AU SEIN DE CEUX-CI. MULTIPLIER LES FILIÈRES PEUT DONC S'AVÉRER CÔUTEUX POUR L'UNIVERSITÉ. DE PLUS, LA CRÉATION D'UN NOUVEAU PROGRAMME NÉCESSITE UNE AUTORISATION DES POUVOIRS PUBLICS POUR GARANTIR SON FINANCEMENT. #16 DOMAINE DE 360 HA À GESVES ET APPARTENANT À L'UNAMUR QUI COMPREND NOTAMMENT UNE FERME PÉDAGOGIQUE, UN GÎTE, UN DOMAINE FORESTIER ET QUATRE RUCHES.

BIBLIOGRAPHIE

ENTRETIENS AVEC NICOLAS DENDONCKER ET GRÉGOIRE WIEËRS. - BERO ADÈLE, 2019, « L'UNIVERSITÉ : LIEU DE REPRODUCTION DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE NÉOCLASSIQUE ? », FINANCITÉ. - BLAST, 2023, « SORTIR DE LA TYRANNIE DE LA "VALEUR TRAVAIL" », VIDÉO YOUTUBE. - CHAPELLE SOPHIE, 16 FÉVRIER 2023A, « PROMIS À DE BRILLANTES CARRIÈRES, DES JEUNES DÉSERTEMENT POUR « DÉMANTELER » LE SYSTÈME », BASTA ! - CHAPELLE SOPHIE, 16 FÉVRIER 2023B, « MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL ET PERTE DE SENS : UNE VAGUE DE DÉMISSIONS GAGNE LA FRANCE », BAST ! - CNE (CONSULTATION NATIONAL ÉTUDIANTE), 2020, « LES ÉTUDIANT-E-S FACE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ». - GIANINAZZI WILLY, 3 JUILLET 2020, « RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL, UNE NÉCESSITÉ ÉCOLOGIQUE », REPORTERRE. - KPMG, 8 MARS 2023, « LE TRAVAIL EST-IL ENCORE LA PRIORITÉ DE VIE NUMÉRO UN DES FRANÇAIS ? », USBEK & RITA. - L'INSTANT PAPILLON, 21 JANVIER 2023, « DIPLÔMES, ÉTUDES, TRAVAIL : QUEL SENS AUJOURD'HUI ? », PODCAST, ÉPISODE 7. - LIEVENS LAURENT, 9 SEPTEMBRE 2022, « VOICI POURQUOI JE DÉMISSIONNE DE LA LOUVAIN SCHOOL OF MANAGEMENT », LA LIBRE. - LOUIEMEDIA, 2020, « LA SEMAINE DE QUATRE JOURS POURRAIT-ELLE NOUS SORTIR DE LA CRISE ? », PODCAST TRAVAIL (EN COURS). - MARIN CATHERINE, 7 JANVIER 2022, « LA PEUR DE L'INACTIF, C'EST LA PEUR DE L'INCONTRÔLE », REPORTERRE. - MARTY CÉLINE, 13 DÉCEMBRE 2021, « LA RÉDUCTION RADICALE DU TEMPS DE TRAVAIL : UN ENJEU ÉCOLOGIQUE, SOCIAL ET DÉMOCRATIQUE », AOC. - MERGEN SOPHIE, 7 AVRIL 2023, « 06M À TOUT PRIX, COURS DÉPASSÉS : LES ÉTUDIANTS BIOINGÉNIEURS DÉNONCENT LE DÉCALAGE ENTRE LEURS ÉTUDES ET LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES », RTBF.BE. - THE SHIFTERS, MAI 2022, « MOBILISER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR LA TRANSITION VERS LA NEUTRALITÉ CARBONNE », RAPPORT FINAL.



Compensation carbone et accaparement des terres : des liens évidents

La « neutralité carbone », on en a tous entendu parler : bananes Chiquita, Actimel, bouteilles d'eau Evian ou livraison des colis par la Poste présentés comme « neutres en CO₂ » ; engagements de Zalando, d'EasyJet ou de Netflix pour une empreinte carbone « zéro émission nette »... Mais de quoi s'agit-il exactement ? Et peut-on se fier à ces allégations ? Levons un coin de voile sur cet objectif de neutralité carbone. Nous nous joindrons ensuite aux dénonciations de nombreux acteurs, ONG et scientifiques selon lesquels la compensation carbone non seulement n'a pas l'efficacité promise (Thales, 2023), mais concourt en outre à l'accaparement des terres au niveau mondial, ce phénomène étant notamment responsable de déplacements forcés de populations et d'insécurité alimentaire.

LE PRINCIPE DE COMPENSATION

La compensation environnementale peut être définie comme un ensemble d'actions en faveur de l'environnement qui permet de contrebalancer des dommages qui n'ont pu ou voulu

même logique, à compenser ses propres émissions de CO₂ par le biais de programmes de réduction d'émissions ailleurs : il s'agit, pour un acteur privé ou public, de contrebalancer ses propres émissions de CO₂ en achetant des « crédits carbone » basés sur des efforts d'atténuation déployés ailleurs, souvent dans des pays à revenu faible. Cet acteur peut ainsi financer soit des projets de réduction d'émissions de CO₂ (par exemple des infrastructures d'énergie renouvelable), soit des projets de stockage ou de séquestration du carbone (par exemple des projets de plantations d'arbres), soit des projets aboutissant à des émissions évitées (par exemple des projets de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts, les forêts conservées contribuant au stockage du CO₂). Dans le cadre de cette stratégie, cet acteur ne réduit donc pas ses propres émissions de CO₂ : il se limite à les présenter comme « compensées », de façon à atteindre un solde (théorique) d'émissions de CO₂ qui puisse être présenté comme neutre (c'est-à-dire égal à zéro). Le raisonnement est donc le suivant : « J'émetts x tonnes de CO₂, mais je contribue (du moins sur le papier) au stockage de x tonnes de CO₂ : les émissions « nettes » de CO₂ dont je suis responsable sont donc (en théorie) égales à zéro ». Que penser de cet objectif « zéro émission nette » ?

LA STRATÉGIE « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

Les activités humaines sont par nature génératrices de gaz à effet de serre (GES). Il est en théorie possible de les réduire fortement, mais on ne peut pas concevoir d'activités humaines sans aucune émission de GES (feux, chauffage, cuisson, élevage, industries, etc.). De nombreux processus physiques (biologiques, géologiques, physico-chimiques) sont par ailleurs naturellement émetteurs de GES. Il est donc impossible de réduire à néant les émissions de GES.

Selon le GIEC⁰¹, les émissions de GES devraient pourtant décroître drastiquement au niveau global pour espérer une atténuation des changements climatiques. Plus exactement - et plus tragiquement -, les conclusions du GIEC sont que, pour éviter un réchauffement important aux conséquences délétères à de multiples niveaux, une réduction, même drastique, même totale (ce qui, on l'a vu, est impossible) des émissions de GES ne suffira pas : il faudrait à terme, dès le milieu de ce siècle, atteindre des « émissions négatives », c'est-à-dire éliminer les GES présents en trop grande quantité dans l'atmosphère.





FOR FOREST, ŒUVRE DE KLAUS LITTMANN

© H. KAP / USERTEST, CC BY-SA 4.0 VIA WIKIMÉDIA COMMONS

Une telle présentation des choses ne peut raisonnablement conduire qu'à une seule conclusion : l'impérative nécessité d'une décroissance immédiate et drastique des émissions générées par nos activités, et donc l'impérative nécessité d'une décroissance immédiate de nos activités les plus émettrices. Mais un gouffre semble exister entre le raisonnement logique et la (pseudo) rationalité économique. Guidés par la seconde, certains ont inventé le concept de « zéro émission nette » de GES, c'est-à-dire l'idée que chaque émission de GES devrait être compensée par un retrait et un stockage d'une quantité équivalente de GES. Ce concept de « zéro émission nette » introduit donc, opportunément du point de vue des acteurs économiques, l'idée que l'on peut continuer à émettre des GES à partir du moment où on met en place des stratégies pour retirer et stocker une même quantité de GES. Il n'est donc pas étonnant que 120 pays et une kyrielle d'entreprises et d'investisseurs se soient à ce jour fixé des objectifs « zéro émission nette » pour leurs activités, puisque cet engagement légitime la poursuite de leurs activités économiques *as usual*⁷⁰², et non la décroissance de ces activités.

UN GOUFFRE
semble exister entre
le raisonnement logique et la
(pseudo) rationalité économique.
Guidés par la seconde, certains
ont inventé le concept
de « zéro émission nette ».

Toutefois, certains dénoncent la face cachée de l'objectif « zéro émission nette ». Outre le fait que cette stratégie comptable est largement discutable, tant sur le fond que sur les promesses sur lesquelles elle échafaude ses comptes (par exemple, les calculs et modèles prédictifs d'émissions évitées ou compensées par tel ou tel projet) (Chauveau, 2023), se pose notamment la question de savoir comment (et quand) les GES émis seront compensés, retirés de l'atmosphère et stockés. Et c'est là que le bât blesse, la stratégie actuelle étant soit de compter sur des technologies futures - non éprouvées à l'échelle globale - de géo-ingénierie⁰³, soit d'acquiescer et de privatiser de vastes zones pour « compenser » les émissions, notamment en faisant pousser des arbres pour stocker le carbone. C'est sur ce point que des associations écologistes s'insurgent face aux conséquences sociales et environnementales d'un grand nombre de projets de ce type.

#01 LE GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT EST UN ORGANISME INTERGOUVERNEMENTAL CHARGÉ D'ÉVALUER L'AMPLEUR, LES CAUSES ET LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN COURS. #02 C'EST-À-DIRE SANS RIEN CHANGER À NOS MODES ET NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION. #03 ENSEMBLE DES TECHNIQUES QUI VISENT À MANIPULER ET MODIFIER LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT DE LA TERRE À L'ÉCHELLE GLOBALE, PAR EXEMPLE EN LIMITANT LE RAYONNEMENT SOLAIRE (PAR EXEMPLE VIA DES MIROIRS RÉFLÉCHISSANTS), EN REFROIDISSANT L'ATMOSPHÈRE (PAR EXEMPLE VIA L'ENVOI MASSIF DE PARTICULES DE SOUFRE DANS L'ATMOSPHÈRE), EN CAPTANT ET EN ENFOUSSANT LE CO₂, ETC. IL VA SANS DIRE QUE LA Géo-INGÉNIEURIE DIVISE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE.

LA COMPENSATION CARBONE, UN PHÉNOMÈNE QUI CONCOURT À L'ACCAPAREMENT DES TERRES AU NIVEAU MONDIAL

L'accaparement des terres est le nom donné au phénomène d'investissement direct dans les terres agricoles ces 20 dernières années. Il désigne des acquisitions de terres agricoles de très grande envergure, un peu partout dans le monde, mais en particulier en Afrique sub-saharienne, en Asie du Sud-Est, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, etc.⁶⁴ Des centaines de transactions récentes en matière d'accaparement des terres ont été recensées. Elles concerneraient au total des surfaces agricoles de plusieurs dizaines de millions d'hectares, au détriment des populations qui vivaient sur ces terres. Les motivations à l'origine des accaparements de terres récents sont multiples, mais certains de ces investissements fonciers résultent de stratégies d'atténuation du changement climatique : en effet, selon une publication récente de l'asbl FIAN (FIAN, 2022), de nombreux acteurs publics et privés acquièrent des terres sur lesquelles ils financent des projets de conservation ou de compensation carbone.

OXFAM, dans un récent rapport, fait le constat suivant : « De nombreux gouvernements et entreprises adoptent des objectifs climatiques "zéro émission nette" face à l'urgence de la crise climatique. Mais sans définition claire, ces objectifs risquent de reposer sur l'utilisation de vastes étendues de terres dans les pays à faible revenu pour capturer les émissions de carbone et éviter ainsi aux plus grands émetteurs de réduire considérablement leurs propres émissions. L'objectif "zéro émission nette" (...) pourrait également entraîner une flambée de la demande en terres qui, si elle n'est pas assortie de garanties, risquerait d'exacerber la faim et d'alimenter les inégalités foncières ». Ainsi, relève un article de Sciences et Avenir, « En 2020, la Suisse a signé un accord de compensa-

tion carbone avec le Ghana, comptant sur l'outil pour remplir son engagement de réduire de moitié ses émissions de gaz à effet de serre dès 2030. Hôtes de la COP 28, les Emirats arabes unis ont fait de même avec le Libéria. L'état gazier parmi les plus pollueurs au monde compte ainsi sur la forêt africaine pour compenser ses émissions plutôt que d'envisager de sortir des énergies fossiles qui font sa fortune » (Chauveau, 2023).

Or, OXFAM a calculé qu'il est mathématiquement impossible de planter suffisamment d'arbres pour atteindre les objectifs

zéro émission nette cumulés annoncés par les gouvernements et les entreprises, car il n'y a tout simplement pas assez de terres (OXFAM, 2021, p. 2). En effet, « la superficie totale requise pour stocker le carbone pourrait être cinq fois supérieure à la superficie de l'Inde, soit l'équivalent de la totalité des terres cultivées sur la planète. (...) Les plans de l'UE s'appuient sur les forêts et la nature pour absorber 225 millions de tonnes équivalent CO₂, ce qui nécessiterait jusqu'à 90 millions d'hectares si les pays de l'Union s'en remettaient uniquement à la reforestation

pour atteindre cet objectif. Oxfam a analysé les objectifs zéro émission nette des quatre plus grandes entreprises productrices de pétrole et de gaz (...). À eux seuls, leurs plans pourraient nécessiter une superficie deux fois supérieure à celle du Royaume-Uni. Si l'ensemble du secteur du pétrole et du gaz adoptait des objectifs similaires, cela nécessiterait des terres d'une superficie avoisinant la moitié de celle des États-Unis, soit un tiers des terres arables dans le monde. Il est fort probable que l'explosion des engagements "zéro émission nette" provoque une nouvelle flambée de la demande en terres, surtout dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ce qui pourrait entraîner des déplacements de masse et une faim aiguë. En Inde, par exemple, des terres traditionnelles

IL EST IMPOSSIBLE
mathématiquement de planter
suffisamment d'arbres pour
atteindre les objectifs zéro émission
nette cumulés annoncés
par les gouvernements
et les entreprises.

LA PAGE INSTAGRAM @ECOLO_MON_CUL DÉCORTIQUE RÉGULIÈREMENT
LE GREENWASHING DERRIÈRE L'ARGUMENT DE LA COMPENSATION CARBONE



ont été réquisitionnées aux fins de boisement et les communautés qui exploitaient légalement ces terres ont été expulsées de force et laissées sans abri » (OXFAM, 2021, p. 7).

COUPLER « ZÉRO ÉMISSION » ET « ZÉRO FAIM »

Pourtant, selon OXFAM, nous pourrions lutter simultanément contre le changement climatique et contre la faim si nous modifions radicalement nos modes d'exploitation des terres et nos modes agricoles. Plusieurs mesures sont préconisées. Parmi celles-ci, la préservation des forêts, essentielle pour atténuer le changement climatique : améliorer la séquestration du carbone par les forêts requiert de protéger les forêts naturelles existantes, de restaurer les forêts dégradées et de mieux gérer les forêts. Exemple-type de ce qu'il ne faudrait pas faire (et qui n'est que trop fait) : le reboisement au moyen de plantations d'arbres à grande échelle avec des monocultures à croissance rapide qui pose tous les problèmes inhérents à l'agriculture intensive riche en intrants⁰⁵ et ses conséquences sur la biodiversité, la demande en eau et les droits fonciers. À l'inverse, le renforcement des droits fonciers permettrait de réduire la déforestation, les terres appartenant aux peuples autochtones étant mieux préservées. Les pratiques agricoles et de pâturage plus écologiques, telles que les cultures de couverture⁰⁶, la rotation des cultures, la réduction du travail du sol, l'amélioration de la gestion de l'eau et des nutriments, l'amélioration des variétés d'herbe sur les pâturages, etc. peuvent réduire la dégradation des sols et séquestrer du carbone dans le sol, tout en maintenant une bonne productivité agricole. L'agroforesterie⁰⁷ peut également contribuer à une meilleure séquestration du carbone dans les cultures et les pâturages, tout en améliorant la qualité des sols et les rendements (OXFAM, 2021). Toutefois, toutes ces mesures nécessitent un changement de paradigme économique et culturel radical, incompatible avec la poursuite de la croissance et d'un fonctionnement économique prédateur et spoliateur.

CONCLUSIONS

Rappelons que les objectifs de l'Accord de Paris⁰⁸ visent une réduction de près de moitié des émissions de GES d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990, et des émissions nettes nulles en 2050. Seule une réduction immédiate des milliards de tonnes de carbone que ces pays et entreprises rejettent chaque jour dans l'atmosphère pourrait donc concourir à atténuer les changements climatiques. L'objectif fixé par l'Accord de Paris pour 2050 signifie qu'il faudra « compenser » les émissions qui ne peuvent être évitées (puisque, par nature, toutes ne pourront pas l'être) en stockant le CO₂. À ce jour, le stockage du carbone repose presque exclusivement sur des solutions basées sur la nature ou le foncier. La poursuite d'une activité économique intense (a fortiori en croissance) génératrice de fortes émissions de GES nécessiterait d'accaparer la totalité des terres arables pour mettre en place de tels projets de compensation. Alors qu'il existe des solutions en matière d'atténuation qui ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, telles que l'agroforesterie et les approches agroécologiques (des solutions qui devraient évidemment être généralisées pour gagner en efficacité), la voie actuellement privilégiée que constitue le stockage



du carbone à grande échelle via la conversion de terres en monocultures forestières entre en conflit direct avec la sécurité alimentaire, l'autonomie alimentaire, l'autonomie politique et les droits fonciers des populations.

En tant que citoyen-ne-s et consommateur-trice-s, ne soyons naïf-ve-s ni par rapport à la réalité des engagements écologiques internationaux ni par rapport aux stratégies de compensation que nous vendent les professionnels du marketing : opter pour un trajet, une livraison, un café ou un fromage soi-disant « neutres en carbone » revient à s'acheter une conscience et à cautionner le *greenwashing* économique et politique, là où des choix de vie alternatifs et des actions de résistance politiques et citoyennes concertées et massives permettraient à l'inverse de construire de nouveaux possibles⁰⁹. ●

PAR VALÉRIE TILMAN,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

^{#04} ON DÉFINIT GÉNÉRALEMENT LE PHÉNOMÈNE ACTUEL COMME « LE TRANSFERT DE L'USAGE, DU CONTRÔLE OU DE LA PROPRIÉTÉ DE LA TERRE VIA LA VENTE, LE PRÊT OU LA CONCESSION D'UNE SURFACE SUPÉRIEURE À 200 HECTARES À UN INVESTISSEUR ÉTRANGER » OU LE « CONTRÔLE DE GRANDES QUANTITÉS DE TERRES À DES FINS DE SPÉCULATION ET DE CONTRÔLE DES RESSOURCES » : COORDINATION EUROPÉENNE VIA CAMPESINA (ECVC), 2022. ^{#05} DÉSIGNÉ PRINCIPALEMENT LES ENGRAIS ET PRODUITS PHYTOSANITAIRES (PESTICIDES, INSECTICIDES...). ^{#06} SEMIS DE PLANTES PERMETTANT DE NE JAMAIS LAISSER LE SOL NU. ^{#07} MODE D'EXPLOITATION DES TERRES AGRICOLES ASSOCIANT DES ARBRES ET DES CULTURES OU DE L'ÉLEVAGE. PRÉSENTANT DES AVANTAGES CONSIDÉRABLES, NOTAMMENT DANS LA CONSERVATION DES SOLS. ^{#08} TRAITÉ INTERNATIONAL SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES CONCLU EN 2016. ^{#09} CE 21 SEPTEMBRE 2023. LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE SE D'AILLEURS SONT MIS D'ACCORD SUR UNE LÉGISLATION QUI DEVRAIT INTERDIRE À L'AVENIR LES ALLEGATIONS D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL NEUTRE OU POSITIF FONDÉES UNIQUEMENT SUR LA COMPENSATION DES ÉMISSIONS CARBONE (GÉO, 2023).

BIBLIOGRAPHIE
CHAUVEAU L., 08/09/23. « LA COMPENSATION CARBONE N'EST PAS EFFICACE : VOICI POURQUOI ». SCIENCES ET Avenir.FR - FIAN BELGIUM, 2022. « DROIT À LA TERRE : POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE ET NOURRICIÈRE », BRUXELLES - FOUCAUT S., 29/02/23. « LES BÉNÉFICES CLIMATIQUES DE LA COMPENSATION SONT, AU MIEUX, EXAGÉRÉS, AU PIRE IMAGINAIRES ». LE MONDE.FR - GÉO, 4/10/23. « LA PLANTATION MASSIVE D'ARBRES POUR LE CLIMAT RISQUE DE FAIRE "PLUS DE MAL QUE DE BIEN". ALERTE UNE ÉTUDE DE L'UNIVERSITÉ D'OXFORD » - GREENPEACE. « COMPENSATION CARBONE : OUTIL DE GREENWASHING OU RÉELLE SOLUTION POUR LE CLIMAT ? ». GREENPEACE.FR - OXFAM INTERNATIONAL. « PAS SI NET. OBJECTIFS CLIMATIQUES « ZÉRO ÉMISSION NETTE » : CONSÉQUENCES SUR L'ÉQUITÉ FONCIÈRE ET ALIMENTAIRE » - REPORTERRE, 28/09/23. « LA COMPENSATION CARBONE QUASI INUTILE CONTRE LA DÉFORESTATION ». REPORTERRE.NET - THALES A.P. WEST AND AL., 24/08/23. « ACTION NEEDED TO MAKE CARBON OFFSETS FROM FOREST CONSERVATION WORK FOR CLIMATE CHANGE MITIGATION ». SCIENCE., VOL. 381, ISSUE 6660, PP. 873-877

PORTRAIT



Vanessa Nakate

MILITER POUR PLUS DE JUSTICE CLIMATIQUE

A lors qu'elle manifestait quasi-seule devant le parlement ougandais pour plus d'actions contre le dérèglement climatique, Vanessa Nakate n'imaginait pas militer plus de quelques mois, ni devenir une activiste mondialement connue. Aujourd'hui ambassadrice de bonne volonté pour l'UNICEF⁰¹ et considérée comme l'une des voix les plus influentes de sa génération, elle continue de se mobiliser pour une prise en compte des enjeux du continent africain dans les débats climatiques.

LA PREMIÈRE PRISE DE CONSCIENCE

En 2019, à 21 ans, inspirée par Greta Thunberg, Vanessa Nakate descend dans la rue pour protester, chaque semaine, devant le parlement ougandais avec ses frères et cousins. Une pratique qui peut s'avérer plus risquée dans son pays qu'en Europe : les grèves et manifestations sont facilement interdites, elle risque le renvoi de son école et, en tant que femme, elle doit essuyer de nombreuses insultes. Néanmoins, le mouvement est créé : elle est petit à petit rejointe par d'autres jeunes, avec qui elle fonde *Youth for Future Africa* et le *Rise Up Movement*, ce dernier ayant pour objectif de mieux faire entendre la voix des militant-e-s africain-e-s pour le climat.

Vanessa Nakate multiplie alors les actions de protestation et de plaidoyer. Elle développe également des projets locaux, comme le *Vash Green School Projet*, qui propose des solutions énergétiques renouvelables aux écoles ougandaises, en collaboration avec les communautés rurales. Mais, ironiquement, l'événement qui fait connaître la jeune femme au niveau mondial est une histoire d'invisibilisation : en 2020, alors qu'elle vient témoigner au Forum économique de Davos avec d'autres militantes du climat, dont Greta Thunberg, et qu'elle pose à côté d'elles, elle est rognée de la photographie diffusée par la presse américaine. Le problème : elle était la seule activiste noire...

FAIRE ENTENDRE SA VOIX

En s'indignant de cette invisibilisation, Vanessa Nakate met en évidence un phénomène qui touche de nombreux-ses activistes, mais également figures politiques, non-blanc-he-s (jusqu'au Président d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, décrit comme « dirigeant non identifié » lors du sommet du G7 en 2019 par l'*Associated Press* !). En refusant de passer inaperçue, elle n'échappe pas aux critiques (on lui reproche d'en faire trop, de ne pas respecter son rang), mais elle est également propulsée sous les projecteurs pour être aujourd'hui considérée comme une figure majeure de l'activisme climatique en Afrique. Un poids qui peut s'avérer lourd à porter, car on fait d'elle la porte-parole de tout un continent, alors que de nombreux-ses activistes se mobilisent dans d'autres pays africains avec une expertise locale bien plus fine. Mais lorsqu'elle suggère



© PAUL WAMALA SSEBIDJA WIKICOMMONS

ÊTRE UNE ACTIVISTE FEMME ET NOIRE

Être une femme activiste, c'est s'exposer à des risques supplémentaires par rapport à ses homologues masculins. Les militantes sont en effet plus à risque de harcèlements, de marginalisation pour oser défier les conventions sociales, mais aussi de menaces de mort et d'assassinat. Pour les femmes noires, c'est la double peine. Si elles militent sur Internet, elles ont par exemple 84% plus de probabilité de recevoir des tweets injurieux ou problématiques que les activistes blanches.

aux organisateurs des nombreux sommets internationaux qui l'invitent de convier ces militant-e-s en question, ils font généralement la sourde oreille.

POUR UNE ÉCOLOGIE SANS FRONTIÈRES

Pour l'Ougandaise, le constat est clair : alors que ce sont les personnes des pays du Sud global et les personnes non-blanches qui sont les plus exposées aux conséquences du changement climatique, tout en étant les moins responsables (le continent africain émet moins de 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre), elles sont marginalisées des espaces médiatiques et politiques. Un phénomène qui met en avant les visions du problème et les solutions des pays occidentaux, qui peuvent être mal adaptées, peu innovantes et injustes, et qui devraient bien plus soutenir les pays du Sud global face aux catastrophes qu'ils subissent déjà. C'est pour cette raison que Vanessa Nakate continue de lutter pour une justice climatique ne laissant personne de côté, sans jamais s'effacer ou s'excuser. ●

L'ÉQUIPE DE LA FUCID

^{#01} TITRE HONORIFIQUE ENVERS DES PERSONNES QUI METTENT EN LUMIÈRE UNE CAUSE DE L'ONU GRÂCE À LEUR CÉLÉBRITÉ, DE MANIÈRE BÉNÉVOLE - UNICEF ÉTANT L'ORGANE DE L'ONU CONSACRÉ À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS.

PORTRAIT



Aliénor

PARTICIPANTE À L'OPÉRATION CODE ROUGE

Les 8 et 9 octobre 2022, plus d'un millier de personnes ont bravé la loi en bloquant, pendant plus de 24h, le site du géant pétrolier et gazier TotalEnergies à Feluy et à Wandre, en Wallonie. Une action de désobéissance civile historique mise en place par la coalition Code Rouge. Aliénor, une jeune militante belge, y a participé.

Aliénor s'intéresse depuis longtemps aux enjeux sociétaux et à ce qu'il se passe dans le milieu militant. Cependant, avant de participer à l'action organisée par le mouvement Code Rouge, ses actions se résumaient à ses choix de consommation, aux discours qu'elle tenait et tient toujours dans son cercle proche et à sa participation aux marches pour le Climat ou à l'une ou l'autre manifestation.

Mais, en octobre 2022, le mouvement Code Rouge lance son premier appel à la désobéissance civile contre le géant pétrolier et gazier TotalEnergies. Si toute action de désobéissance civile peut être source de stress (action illégale, confrontation avec la police et arrestation potentielle), pour Aliénor, une série d'éléments font que c'est le bon moment de faire un pas de plus dans son engagement : elle avait déjà entendu parler du mouvement et de ses actions, faisait confiance aux organisateur-trice-s et, finalement, elle était convaincue par la cause, voulait participer à quelque chose d'important, être une actrice du changement et ne pas attendre que les choses se passent.

8 OCTOBRE : LE DÉBUT DE L'OPÉRATION

Le 8 octobre au matin, Aliénor se rend donc dans un lieu communiqué à la dernière minute pour assister à une réunion Code Rouge, sans trop savoir à quoi s'attendre. À l'exception de l'entreprise concernée par l'action, peu d'informations ont été divulguées afin d'éviter les fuites en amont et ainsi le risque de sabotage de l'opération. C'est donc le jour même de l'action de désobéissance civile qu'elle en apprend plus sur son déroulement avant de se rendre, avec son groupe constitué, à l'usine Total de Feluy (proche de Nivelles). Sa mission : bloquer l'un des accès du site en s'attachant avec les autres militant-e-s pour rendre la tâche la plus difficile possible aux forces de l'ordre qui voudraient les déloger pour atteindre d'autres groupes présents sur le site.

Ce jour-là, l'action s'est déroulée sans confrontation avec la police, en raison de la fermeture préventive de Total et de la mise en congé de ses employé-e-s, ce qui a permis aux participant-e-s de circuler, se rencontrer et discuter dans une ambiance beaucoup plus conviviale et calme que prévu. Certain-e-s ont joué aux cartes ou à d'autres jeux scouts pour



LE MOUVEMENT CODE ROUGE

Code Rouge se définit comme un mouvement de désobéissance civile créé par des activistes et soutenu par différentes organisations et groupes d'actions tels que Youth for Climate, Greenpeace, Extinction Rebellion et plus d'une vingtaine d'autres. Pour ce mouvement, « en enfreignant délibérément les lois, nous nous inscrivons dans une longue histoire de luttes sociales. Où la résistance légitime s'oppose au pouvoir d'entreprises qui font passer le profit de leurs actionnaires avant les gens et le vivant » (Code Rouge). Après une première opération historique, 700 militant-e-s ont, lors de la seconde mobilisation Code Rouge, bloqué le chantier d'une future centrale à gaz fossile d'Engie ou manifesté devant le siège de l'entreprise en juillet 2023 et ce malgré un important dispositif policier.

se réchauffer ou s'occuper (l'action a duré jusqu'au matin du 9 octobre, la plupart des participant-e-s ont donc passé plus de 24 heures sur le site). L'information sur l'Opération Code Rouge ayant été largement partagée de bouche-à-oreille, Aliénor a surtout retrouvé des personnes qu'elle connaissait déjà dans le milieu militant : des gens qui ont voulu aller plus loin que des choix personnels de consommation et envoyer un message fort pour informer la société civile sur les impacts sociaux et environnementaux de ces entreprises, mais surtout exiger plus de justice sociale aux politiques et à notre premier ministre (celui-ci devait se prononcer trois jours plus tard sur la taxation des surprofits des géants de l'énergie). Et cela même s'ils ne sont pas forcément les personnes les plus touchées par les conséquences climatiques et sociales d'une entreprise comme TotalEnergies. Aliénor est cependant persuadée que le mouvement Code Rouge s'amplifiera et mobilisera des personnes aux profils plus diversifiés au fil de ses actions de désobéissance civile. ●

L'ÉQUIPE DE LA FUCID



Francine Beya : les angles morts de l'écologie occidentale

Francine Beya est une militante belgo-congolaise basée à Bruxelles. Elle travaille dans le secteur de l'environnement en tant que consultante en économie circulaire auprès d'entreprises ou d'administrations publiques, et exerce également une activité qu'elle qualifie de plus militante et qui consiste en l'animation d'un atelier qu'elle a créé. Ce dernier, appelé « Ecolo quoi ? », a pour objectif de replacer les groupes de personnes marginalisées au centre des réflexions sur les enjeux environnementaux et climatiques. Par ailleurs, elle alimente une page Instagram⁰¹ destinée à expliquer différents termes liés à l'écologie.

COMMENT EN ES-TU VENUE À T'INTÉRESSER À LA DÉCOLONISATION DE L'ÉCOLOGIE ?

Je m'intéressais déjà depuis longtemps aux contenus en lien avec le féminisme, plus particulièrement l'afrofémisme et les féminismes décoloniaux. À côté de cela, j'étais impliquée dans le secteur de l'environnement. Alors que j'avais toujours gardé ces deux choses séparées, j'ai compris en m'instruisant que je pouvais les fusionner. J'ai donc commencé à m'informer sur ce qui touchait à l'écologie décoloniale et j'ai accroché pour des raisons très personnelles : j'évoluais déjà dans ce milieu et j'ai vu cela comme une clé de décryptage de ce dont j'étais témoin, à savoir le caractère exclu de la manière dont on envisage l'écologie et l'environnement en Belgique (notamment l'absence des communautés marginalisées, noires et non blanches dans les stratégies de solutions par rapport aux dérèglements climatiques).

POURQUOI EST-IL NÉCESSAIRE D'INTERROGER L'ÉCOLOGIE TELLE QU'ELLE EST PRÉSENTE EN BELGIQUE FRANCOPHONE ?

Malgré la multiplication des discours sur l'écologie, je trouve que la place laissée en Belgique francophone à la relation entre l'écologie et le colonialisme est très marginale. Les réponses aux enjeux environnementaux et climatiques sont essentiellement basées sur la production ou la consommation, durables ou vertes. On se limite à chercher comment produire mieux, comment consommer mieux, et on reste donc dans des solutions très néolibérales.

Ensuite, même si la Belgique est un petit pays, les besoins en termes écologiques ou de solutions environnementales sont différents selon les contextes (si l'on vit dans un milieu urbain ou pas, si l'on habite à côté d'une zone industrielle ou pas, etc.). Or, ici, tout comme dans bon nombre d'endroits en Europe et dans le monde, nous avons ce truc de la « solution universelle ». On vient avec une manière unique de régler les problèmes, de



voir l'écologie, alors qu'on vit sur une planète avec des gens qui ont tellement de cultures différentes, qui vivent dans des écosystèmes tellement différents, c'est très limitatif.

AURAI-TU DES EXEMPLES MONTRANT QUE LA MANIÈRE DE PENSER L'ÉCOLOGIE ICI N'EST PENSÉE NI PAR NI POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION ?

Je pense par exemple à une campagne incitant les gens à ne pas faire de courses dans un supermarché et de privilégier des achats dans les circuits courts et les petits producteurs durant le mois de février. Pour moi, cette campagne est aveugle aux difficultés que certaines personnes peuvent avoir à faire leurs achats dans ces circuits, que ce soit en raison des prix – souvent plus élevés que dans les supermarchés – ou du temps disponible. Quand je peux, je fais mes courses dans les circuits courts, mais je dois faire 4 à 5 magasins pour avoir tout ce que je veux. Bien sûr, ce serait bien qu'on puisse privilégier une alimentation durable et éviter de s'empoisonner via la nourriture, mais ce genre de campagnes est un peu trop simpliste. Cela montre le problème de la solution universelle qui ne prend pas en compte les contextes et le fait que tout le monde ne puisse pas faire les mêmes actions. Cela ne veut pas dire que pour certaines parties de la population, ce n'est pas « per-

tinent » d'essayer d'aller moins dans les supermarchés, mais le suggérer à l'ensemble de la population, c'est passer sous silence toute une série d'inégalités.

Un autre exemple : le colonialisme des déchets. On nous demande de trier nos déchets, mais on se pose peu la question de l'endroit où ils vont aller. Il existe de nombreux marchés de vente de déchets et ils sont donc exportés dans d'autres endroits du monde où ils sont traités dans le non-respect des droits humains, des travailleurs et de l'environnement : l'Afrique pour les déchets électroniques, l'Asie du Sud-Est et la Turquie pour les déchets plastiques ou encore l'Afrique et l'Amérique du Sud pour le textile. On pollue donc ailleurs.

Et, comme dernier exemple, je voulais revenir sur une étude de l'UCLouvain⁰² qui aborde notamment le profil des gens qui participent à des projets climatiques : l'engagement est lié à la classe sociale et les jeunes qui participent le plus aux projets ou aux manifestations pour le climat viennent des classes sociales favorisées. Cela montre qu'il y a quelque chose dans la manière dont on envisage les luttes écologiques en Belgique qui ne prend pas en compte les besoins de tout le monde.

LORS D'UN PRÉCÉDENT ENTRETIEN, TU AS MENTIONNÉ QUE « LA MANIÈRE DONT L'ÉCOLOGIE EST MENÉE ICI RESTAIT LE VÉHICULE DE DYNAMIQUES DE POUVOIR LIÉES AU CAPITALISME, AU COLONIALISME ET AU PATRIARCAT ». POURRAIS-TU PRÉCISER CE QUE TU ENTENDS PAR LÀ ?

Ces trois systèmes – auxquels je rajouterai les inégalités liées à la classe sociale – sont la base de nos modes de vie en Occident et nous voyons leurs effets dans notre vie de tous les jours. Par exemple, les personnes noires et non blanches peuvent avoir plus de difficultés à trouver un logement et se retrouvent souvent dans des habitations plus précaires, d'autant plus si elles ont peu de moyens. On en voit aussi les effets dans l'éducation ou dans le monde du travail et, selon moi, il n'y donc aucune raison pour que la manière dont on envisage l'écologie ici ne soit pas empreinte de ces trois systèmes.

Pour le capitalisme, on peut prendre l'exemple d'une entreprise comme Apple qui communique beaucoup sur ses engagements et actions en faveur de l'environnement. Malgré tous les efforts qu'ils peuvent faire, le but reste de mettre régulièrement sur le marché des nouveaux produits.

À côté du colonialisme des déchets dont j'ai déjà parlé, il y a aussi l'extractivisme. On répond au problème de l'extraction d'énergies fossiles par l'électrification du parc automobile. Cela demande une extraction de minerais dans les pays du Sud global, qui seront consommés en grande majorité dans les pays du Nord global. La répartition du travail reste donc inchangée.

Par rapport à la question du patriarcat, l'effort environnemental est inégalement réparti selon le genre. Étant donné les res-

ponsabilités que notre société leur impose dans le cadre privé, les femmes sont également chargées de faire cet effort à domicile, dans leur ménage, tandis que les hommes peuvent davantage le faire dans un cadre professionnel, en tant que scientifique, qu'expert, etc. La répartition des rôles est donc la même dans cette écologie que dans le fonctionnement de la société : les femmes restent liées à la gestion du foyer tandis que les hommes sont liés davantage à l'extérieur de celui-ci.

J'ai eu une discussion avec un collègue qui me disait que prendre des mesures en faveur de l'environnement menait de toute manière à des retombées positives pour tout le monde. Mais cette vision de l'écologie efface totalement les inégalités qui existent déjà et participe même à les perpétuer. On est dans la continuité des choses que l'on connaît et on ne remet pas le fonctionnement du système en question. Je pense que peu de gens se rendent compte qu'il y a énormément d'angles morts dans la manière dont on envisage les choses.

SELON TOI, CETTE DOMINATION SE TRADUIT-ELLE DANS LES INSTANCES DE DÉCISION POLITIQUES ?

Oui. Par exemple, à Bruxelles, il y a une interdiction pour les véhicules trop vieux, trop polluants, de circuler. Une partie de la population a donc dû acheter une autre voiture ou se débrouiller autrement pour pouvoir se déplacer. Or, tout le monde n'a pas la possibilité de le faire. Là encore, les choses sont traitées de manière trop simple car il y a effectivement quelque chose à faire contre ces véhicules polluants, mais la solution imposée ne prend pas tout le monde en compte et entraîne des problèmes pour les personnes qui viennent d'un contexte défavorisé. De plus, beaucoup de mesures prises pour faire changer les comportements en Belgique sont liées à la menace de punitions financières en cas de non-respect. À nouveau, si la sanction est financière, ce sont les gens les moins riches qui sont les plus touchés.

Il y a aussi l'exemple de la COP 27 en Egypte, en 2022, qui est une bonne illustration de la manière dont les décideurs politiques traitent la question climatique. Des articles de journaux relatent la manière dont les exigences des pays africains ont été mises de côté. Les accords finaux ont été dictés selon l'agenda des leaders occidentaux et non des pays les plus touchés et défavorisés. Ils ne sont tout simplement pas à la hauteur des problématiques rencontrées par les pays les plus vulnérables.

POURRAIS-TU NOUS PARLER D'AUTRES MANIÈRES DE FAIRE DE L'ÉCOLOGIE ET DE LA PENSER, ET DES DIFFÉRENCES PAR RAPPORT À CE QUE NOUS RETROUVONS LE PLUS SOUVENT ICI ?

Pour moi, la grosse différence est la manière dont on envisage notre lien avec la nature. En Belgique et en Occident de ma-

#01 ECOLO_QUOI_BE #02 JEUNES, COMMUNICATION & CLIMAT. DIVERSITÉ DES ENJEUX CLIMATIQUES AUPRÈS DES 15-24 ANS EN BELGIQUE ([HTTPS://OSF.IO/PREPRINTS/SOCARXIV/87PSM/](https://osf.io/preprints/socarxiv/87PSM/)).

nière générale, il y a depuis des siècles une volonté de séparer les humains du reste du vivant. On voulait pouvoir utiliser des ressources naturelles pour la production, et cette exploitation est conditionnée par le fait de traiter l'environnement comme quelque chose d'extérieur à nous. Cela influence notre manière d'envisager l'écologie. D'autre part, on a aussi une manière plutôt paternaliste ou protectrice de voir le reste du vivant : « il faut sauver l'environnement. Il faut sauver ces paysages, cette montagne, ces glaciers, etc. ». Il n'y a pas toujours de prise en compte des personnes qui habitent dans ces environnements.

Ça vient en opposition avec d'autres savoirs traditionnels, notamment de peuples indigènes des Amériques ou d'Océanie et de communautés africaines ou asiatiques où les pratiques culturelles et spirituelles sont beaucoup plus en lien avec le reste du vivant. Les choses sont plus imbriquées, l'écologie fait partie de la vie quotidienne, des pratiques, puisqu'on se sent beaucoup plus faire partie de l'environnement. Ici, l'écologie est quelque chose d'extérieur à la vie quotidienne, qu'il faut faire en plus, sur le côté de ce que tu as déjà comme activités principales.

J'adhère beaucoup plus aux définitions de l'écologie qui mettent en avant les enjeux de cohabitation sur la terre et qui ne dépendent plus de ou ne font pas perdurer la soumission de ressources humaines ou naturelles. Actuellement, notre mode de vie est garanti par la soumission d'une partie de la population (belge et mondiale) ainsi que du non humain via l'exploitation de ressources naturelles. Les écologies qui m'intéressent sont des écologies qui mettent en avant le fait d'habiter sur cette terre en dehors de ce genre d'exploitation^{#3}. Une fois qu'on a cette vision de l'écologie, la manière dont on envisage les choses n'est plus simplement de sauver, défendre, protéger l'environnement hors de nous, mais bien d'élargir en intégrant les personnes. Ça étend la vision de l'écologie aux individus.

CERTAINES AUTRES VISIONS DE L'ÉCOLOGIE SONT-ELLES DÉJÀ APPLIQUÉES EN BELGIQUE ?

Il y a des propositions qui mettent sur le même pied la défense de l'environnement et la défense des personnes vulnérables. Je pense à tous ces collectifs et comités, comme des collectifs liés aux sans-papiers ou qui aident des personnes victimes de violences policières. Ils mettent en avant l'importance de garantir des moyens de vie dignes à toute personne. Par rapport à cela, je suis en accord avec l'idée de Fatima Ouassak, dans son livre *Pour une écologie pirate*^{#4} selon laquelle on ne peut pas continuer à être des défenseurs de l'environnement sans prendre en compte le fait qu'il y ait des communautés en Belgique (en France dans son cas) qui sont beaucoup plus vulnérables que d'autres.

Il y a un autre courant qui était assez marginal et qui commence à prendre plus d'ampleur (bien que selon moi il ne prenne pas assez en compte les questions d'inégalités) et qui propose de déconstruire la séparation qu'on a instituée en Occident entre l'humain et le reste du vivant. Cela se traduit par exemple par la mise en place de communautés qui luttent contre l'urbanisation de zones de grande biodiversité, notam-

ment à Bruxelles^{#5}, ou par les initiatives de rachat collectif de bois mis en vente, pour en garantir l'accès à tous et toutes.

Il y a aussi de plus en plus de courants qui essaient de mettre en lumière les angles morts présents dans les solutions climatiques proposées actuellement et qui réconcilient les enjeux environnementaux et sociaux, en prenant en compte les différents contextes. Par exemple, que signifie avoir accès à une alimentation durable quand on touche le revenu minimum ? Le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté ou la Fédération des Services Sociaux mettent vraiment en avant le fait que le combat pour un meilleur environnement doit passer aussi par un combat pour de meilleures conditions de vie pour tous.

BEAUCOUP D'ENTREPRISES REBONDISSENT SUR LES QUESTIONS ÉCOLOGIQUES POUR CRÉER DE NOUVEAUX MARCHÉS EN LES PRÉSENTANT COMME RÉPONSE À LA CRISE CLIMATIQUE. COMMENT S'ASSURER QUE CES AUTRES MANIÈRES DE PENSER L'ÉCOLOGIE ÉVITENT DE DEVENIR L'OUTIL DU CAPITALISME ?

C'est une question très compliquée et je suis encore en réflexion, d'autant plus après avoir terminé la lecture du livre *Le champignon de la fin du monde*^{#6} de l'anthropologue Anna Lowenhaupt Tsing. Ce livre développe l'idée du capitalisme de captation selon laquelle parfois des activités non produites et non développées par le système capitaliste sont « captées » par celui-ci afin de créer de la valeur. Avant ce livre, j'aurais répondu qu'il faut faire des activités non marchandes pour pouvoir se maintenir en dehors du système capitaliste, mais maintenant je me dis que les choses ne sont pas aussi simples que cela.

C'est toujours en réflexion de mon côté, mais j'ai tout de même certaines suggestions qui je pense pourraient permettre de minimiser les risques de récupération capitaliste. Il est important de préciser que ces suggestions sont liées à la situation depuis laquelle je parle, avec un point de vue afroféministe qui travaille beaucoup les questions de décolonisation. Je crois aux solutions qui sont très locales, vraiment spécifiques à l'écosystème en présence. Cela vient en opposition à une manière universelle de voir les choses. Je pense qu'il doit y avoir autant de modèles que d'écosystèmes et que ces modèles ne peuvent être facilement interchangeables. Ils doivent répondre aux besoins du contexte dans lequel ils sont, mais aussi venir du bas et faire réellement sens pour tous, y compris les personnes les plus vulnérables. On ferait aussi bien de s'inspirer de ce qu'on voit dans le reste du monde vivant et ne plus nous limiter aux fonctionnements humains (dans le rapport au temps, le fonctionnement en groupe, le rapport à l'environnement, etc.). Enfin, ces modèles doivent inclure l'arrêt de l'exploitation du vivant humain et non humain, l'autodétermination et la souveraineté des communautés. Ces idées pourraient selon moi minimiser les risques, mais bon, je ne garantis rien. ●

PROPOS RECUELLIS PAR ANTOINE STASSE,
CHARGÉ DE PROJETS À LA FUCID

#03 CETTE IDÉE EST DÉVELOPPÉE DANS LE LIVRE UNE ÉCOLOGIE DÉCOLONIALE DE MALCOLM FERDINAND. #04 FATIMA OUASSAK, POUR UNE ÉCOLOGIE PIRATE. ET NOUS SERONS LIBRES. PARIS, 2023. #05 CE FUT PAR EXEMPLE LE CAS POUR UNE ZONE AU NORD DE BRUXELLES. DANS LE PARC JOSAPHAT. LE MARAIS DU WIELS À FOREST, ETC. #06 ANNA LOWENHAUPT TSING, LE CHAMPIGNON DE LA FIN DU MONDE. SUR LES POSSIBILITÉS DE VIVRE DANS LES RUINES DU CAPITALISME. PARIS, 2017.



Pour creuser la thématique...

À LIRE



LE MONDE SANS FIN CHRISTOPHE BLAIN ET JEAN-MARC JANCOVICI

Une bande dessinée qui aborde l'enjeu climatique sous l'angle énergétique, qui permet de démystifier le tout à l'éolien, aux voitures électriques et panneaux solaires sans changement de mode de vie, mais aussi de comprendre comment nous en sommes arrivés là, en prenant comme fil rouge notre rapport à l'énergie fossile et l'influence de cette dernière sur l'organisation de notre société. Et pour un point de vue différent sur la question nucléaire, continuer avec une autre BD : le Droit du Sol d'Étienne Davodeau.

DISPONIBLE À LA BIBLIOTHÈQUE DE LA FUCID.



UNE ÉCOLOGIE PIRATE FATIMA OUASSAK

Un essai brillant pour un projet écologique anti-raciste, servi par une plume fine et acérée. Fatima Ouassak y met en effet en avant les oubliés et oubliées habituels des mouvements écologistes mainstream, les classes populaires et racisées, elle explique les liens entre désastre écologique et racisme, et développe les premières pistes pour une écologie qui ne laisserait personne de côté, notamment en soutenant la liberté de circulation.

DISPONIBLE À LA BIBLIOTHÈQUE DE LA FUCID

À ÉCOUTER



DÉCLIC – LE TOURNANT LA PREMIÈRE – RTBF.BE

Chaque semaine, le podcast Déclic nous propose un épisode d'une quarantaine de minutes pour questionner en profondeur les grandes bascules auxquelles notre monde est confronté. Le monde à +2°C, ça ressemble à quoi ? Le futur sera-t-il low-tech ? L'énergie nucléaire a-t-elle encore un avenir ? Vers un burn-out des humains et des écosystèmes ? Avec, à chaque fois, des invité-e-s qui prennent le temps de débattre et d'expliquer.

VIA RTBF AUDIO OU DES PLATEFORMES D'ÉCOUTE.



CHANSONS POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE KANTO KOLEKTO

Le chant est un outil de militance incontestable. C'est pourquoi le CNC-D-11.11.11 a créé une chorale engagée et a édité une série de chansonniers pour dénoncer, exprimer sa colère, porter des messages d'espoir... mais surtout se retrouver autour de chants communs. Respire de Mickey 3D, Je suis un Homme de Zazie, Alors on change de HK et bien d'autres se retrouvent dans ce carnet de chants que vous pouvez utiliser librement.

VIA CE LIEN : WWW.CNCD.BE/KANTO-KOLEKTO

À REGARDER



BIGGER THAN US FLORE VASSEUR

Partout dans le monde, adolescent-e-s et jeunes adultes luttent pour les droits humains, le climat, la liberté d'expression, la justice sociale, l'accès à l'éducation ou l'alimentation. Melati, 18 ans, qui combat la pollution plastique qui ravage son pays l'Indonésie depuis qu'elle a 6 ans, est partie à la rencontre de ces jeunes pour comprendre comment tenir et poursuivre son action. Un documentaire qui met en avant ces personnes qui tentent de réparer le monde, du Malawi à l'île de Lesbos en Grèce, dans le courage et la joie.



BLAST

Blast est une Web TV indépendante ainsi qu'un site d'infos. Fondée en 2021, elle a pour objectif de prendre le contrepied des médias plus mainstream. Ses journalistes traitent des thématiques écologiques, mais aussi économiques, des luttes sociales, de la géopolitique et bien d'autres, et font la part belle à l'investigation et aux interviews long format. Le tout avec une volonté particulière d'adopter un regard anticapitaliste, antiautoritaire et pour la justice sociale.

VIA YOUTUBE ET WWW.BLAST-INFO.FR

À SUIVRE



@CAMILLEETIENNE

Militante écologiste française, très engagée dès ses études, Camille Etienne s'est surtout fait connaître en 2020 avec la vidéo « Réveillons-nous », qui liait art et écologie afin de rappeler l'état d'urgence climatique. Aujourd'hui, elle partage sur sa page Instagram des actions de désobéissance civile, son travail de lobbying auprès des décideurs économiques et politiques et de nombreuses informations sur ce qui se passe en France ou plus largement en Europe dans les arènes politiques et sur les terrains de lutte.



@VERT_LE_MEDIA

Média indépendant d'actualité sur l'écologie. Vert propose une newsletter reprenant les informations les plus importantes du moment, un site Internet qui héberge des formats plus longs, des posters en infographies et une page Instagram plus humoristique. À suivre pour les bonnes nouvelles de l'écologie dansées, des chiffres chocs, des dessins de presse et d'autres choses encore.



Mouvements écologistes : lutter sans perpétuer les inégalités

Le constat revient sans cesse : dans les grandes manifestations écologiques, les milieux de lutte, les rassemblements politiques, les visages semblent majoritairement blancs et de classe moyenne – ceux des personnes les moins exposées aux risques climatiques. Si un certain nombre de mouvements écologistes s'en affligent sans forcément savoir que faire, beaucoup participent, souvent malgré eux, à entretenir cette mise à distance des communautés les plus impactées. Alors, comment faire lutte commune ? Comment lutter sans discriminer, sans invisibiliser, sans dominer ?

Une étude de 2012 sur la justice spatiale en France a révélé que, si la population étrangère d'une ville ou d'un quartier augmente de 1%, il y a 29% plus de risque qu'y soit installé un incinérateur à déchets. Ces personnes, vivant généralement dans des quartiers populaires, ont en effet moins de leviers d'action pour lutter contre ces nuisances⁰¹. Un chiffre à corréliser avec celui révélé par l'UNICEF et le Réseau Action Climat : à Paris, les habitant-e-s les plus pauvres risquent trois fois plus de mourir d'un épisode de pollution que les plus riches (Ouassak, 2023, p.73)... Les femmes, de leur côté, risquent 14 fois plus de mourir en cas de catastrophe naturelle, tout spécialement dans les pays appauvris, notamment parce qu'elles s'occupent de l'évacuation des enfants et invalides ou encore parce qu'on leur apprend moins à nager ou conduire. Et lorsqu'elles sont évacuées, elles sont largement plus à risque de violences basées sur le genre et de mortalité maternelle (Hutton, 2022). Les personnes LGTBQI+ se retrouvent quant à elles plus fréquemment sans domicile en cas de catastrophe climatique : beaucoup, en effet, sont rejetées par leur famille et bénéfi-

cient donc d'un réseau de support informel réduit. Mais elles peuvent également subir des discriminations très concrètes : après le passage de l'ouragan Katrina aux États-Unis en 2005, par exemple, les personnes transgenres s'étaient vues refuser l'accès aux hébergements d'urgence (Greenpeace, 2023).

Quelques chiffres qui montrent que des personnes déjà discriminées à cause de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leurs origines, peuvent subir bien davantage les conséquences des dégradations environnementales et du réchauffement climatique, quel que soit leur pays de résidence. Pourtant, il semblerait que ce soient essentiellement les personnes les moins exposées à ces enjeux que l'on retrouve dans les manifestations et mouvements climat, ou plus largement dans les milieux de lutte.

POUR UNE ÉCOLOGIE QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ

L'explication simpliste : si on ne voit pas ces personnes dans les espaces de lutte, c'est à cause de leur manque d'intérêt pour l'enjeu climatique. Ces « écologistes qui ne font pas exprès de l'être »⁰² ont juste d'autres préoccupations. Fatima Ouassak, militante multi-casquettes et autrice de *L'Écologie pirate*, dénonce cette vision paternaliste et saupoudrée de mépris de classe qui s'illustre également dans la façon dont les mouvements écologistes invitent les personnes plus marginalisées à les rejoindre : « On appelle à *massifier*, les habitants des quartiers populaires étant là pour faire masse, pour faire corps, mais pas pour participer à l'élaboration du projet politique. On appelle à *sensibiliser*, ce qui permet de leur renvoyer la responsabilité de leur absence dans les espaces écologiques :

EN 2018, MICHAEL PINSKY INSTALLE CINQ DÔMES SIMULANT LES CONDITIONS ATMOSPHÉRIQUES D'UNE VILLE DE NORVÈGE, DE LONDRES, NEW DELHI, PÉKIN ET SAO PAULO. À CAUSE DE LA POLLUTION, ON ESTIME QU'UN LONDONNIEN PERD JUSQU'À 16 MOIS DE SA VIE. UN RÉSIDENT DE NEW DELHI 4 ANS.



ils ne sont pas assez sensibles à ce qui pourtant les étouffe. On appelle à l'*inclusivité*, étant entendu que ce sont les classes moyennes et supérieures blanches qui font aux classes populaires non-blanches la grâce de les inclure » (2023, p.21).

Subir des discriminations, des violences policières, avoir du mal à trouver un emploi ou un logement décent, pourtant, n'empêche pas de se soucier des questions environnementales : non seulement parce que les personnes concernées ont un intérêt plus immédiat à changer la société, mais aussi parce qu'elles vivent déjà la crise dans leur quotidien à travers, par exemple, le manque d'espaces verts, les îlots de chaleur durant les canicules, la pollution... Comme en témoigne Youcef Brakni, militant antiraciste : « L'écologie, ce n'est pas qu'un truc qui concerne les blancs des centres-villes. C'est nous qui vivons collés aux bretelles d'autoroute » (cité par Kokabi et Jacquel, 2020).

Pour de nombreux militant·e·s et penseur·euse·s écologistes et/ou antiracistes, tout dépend en effet de la façon dont on pose les termes du débat. S'agit-il de parler de la protection de la forêt amazonienne et de la fonte des glaces ou des pratiques de réduction des déchets, du besoin de parcs de proximité ou d'une alimentation saine ? De vendre un imaginaire d'écoquartiers et de voitures électriques, qui peut très bien s'avérer fasciste, raciste, sexiste, ou de remettre en question la machine capitaliste, celle-là même qui repose sur l'exploitation de la nature et de certains êtres humains ? Ainsi, comme l'énonce Malcom Ferdinand, chercheur au CNRS et auteur d'*Une écologie décoloniale* : « L'écologie pose la question "comment veut-on habiter ensemble sur Terre ?" Or, si l'on se concentrait uniquement sur des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, nous pourrions obtenir un monde absolument détestable. Si on ne lutte pas dès aujourd'hui pour garantir la justice et la dignité aux personnes non blanches, la société de demain demeurera raciste. Mais quand l'écologie se tourne vers les quartiers populaires, en revanche, le projet de société qu'elle porte s'enrichit » (*Idem*).

On comprend alors la multiplicité potentielle des luttes écologistes : à travers le combat pour le droit de vivre dignement, sans subir de violence et d'injustice. À travers les luttes anticoloniales et les revendications de libre circulation, aussi, car c'est par la colonisation que l'emprise capitaliste a pu réaliser son plein potentiel, en déshumanisant les populations non blanches pour justifier l'exploitation des corps et de la terre. Une hiérarchisation des individus et des territoires qui se poursuit aujourd'hui, par exemple dans le processus de délocalisation des entreprises : « Les entraves à la liberté de circuler permettent de comprimer en coût du travail tout en divisant les travailleurs du Nord et les travailleurs du Sud » (Ouassak, 2023, p.45). Elles permettent aussi d'implanter des déchetteries et infrastructures polluantes dans les quartiers populaires et issus de l'immigration, populations auxquelles on rappelle sans cesse qu'elles ne sont pas chez elles (*Idem*).

DE NOMBREUX
mouvements écologistes
ont bien du mal à prendre en
compte les enjeux de race
sociale, de genre ou de classe.



POUR UNE ÉCOLOGIE ANTIPATRIARCALE, ANTIRACISTE ET ANTICLASSISTE

Pourtant, de nombreux mouvements et organisations écologistes ou environnementalistes ont bien du mal à prendre en compte, dans leur vision d'une société plus juste et durable, les enjeux de race sociale, de genre ou de classe. Pour Julien Didier, militant queer⁰³ et écologiste, ces organisations, qui se croient ouvertes d'esprit et qui se lamentent d'avoir une base de militant·e·s si peu diversifiée, ne font pas le travail nécessaire pour changer les choses : « les personnes qui tentent de faire bouger les lignes font souvent face à des arguments tels que "ce n'est pas notre priorité principale", "ça risque de diviser nos membres", "l'écologie doit être un combat pour tout le monde", "c'est évident qu'on n'est pas racistes" ou encore "oui c'est important, mais la réelle urgence c'est le changement climatique" » (2020). Alors que, justement, « un travail important doit être fait pour identifier et combattre les freins multiples empêchant des personnes noires (et non blanches en général) de se sentir légitimes, comprises et à l'aise dans les mouvements écologistes » (*Idem*). Un travail à réaliser aussi bien au niveau des discours, des modalités de lutte, de l'organisation interne des mouvements et de la façon dont les ponts sont créés entre différents mouvements écologistes, antiracistes ou encore féministes.

Certaines personnes, par exemple, préfèrent peut-être se lancer dans un mode d'action pratique, anticapitaliste et ancré dans le quotidien, plutôt qu'aller à une grande manifestation organisée par une ONG durant le week-end à scander des discours mili-

#01 ET LES POUVOIRS PUBLICS PRÉFÈRENT SANS DOUTE PRÉSERVER LES CATÉGORIES PLUS AÏSÉES (CHAPPELLE, 2014). #02 LES 10% DES BELGES LES PLUS PAUVRES ÉMETTENT QUATRE FOIS MOINS DE CO2 QUE LES 10% LES PLUS RICHES. NOTAMMENT CAR ILS ONT MOINS D'ARGENT À DÉPENSER DANS DES BIENS DE CONSOMMATION, LE CHAUFFAGE, ETC. (RTBF, 2019). #03 PERSONNE DONT L'IDENTITÉ DE GENRE ET/OU L'ORIENTATION SEXUELLE NE CORRESPONDENT PAS AUX NORMES DOMINANTES (HÉTÉROSEXUALITÉ, CIS-IDENTITÉ – QUAND L'IDENTITÉ DE GENRE CORRESPOND AU GÈNE QUI LUI A ÉTÉ ASSIGNÉ À SA NAISSANCE).



tants sur l'état de la planète⁰⁴ : le fait qu'elles ne s'y rendent pas ne permet donc pas de présumer de leur désintérêt.

Le Laboratoire Zéro déchet de Paris (LEØ) est un de ces lieux qui les invitent à une autre forme de pratique militante. Igor Babou a étudié, à travers une recherche anthropologique et photographique retranscrite dans l'ouvrage *L'écologie aux marges*, la façon dont le LEØ agit aux marges du capitalisme, en s'installant dans d'anciennes friches industrielles et usines en faillites⁰⁵, en faisant vivre une cantine à prix libre grâce à des invendus, un atelier de réparation, ou encore un magasin gratuit, mais également en accueillant des événements culturels organisés par leurs membres ou un réseau associatif dense (théâtre, apiculture, club de boxe féminine...) en évitant les échanges mo-

Plus localement, la Casserole, à Namur dans la Cité Germinale, est un collectif militant et autogéré qui fonctionne également sous le mode des actes plutôt que du discours. Une grande diversité de publics, d'expériences et de convictions se retrouve ainsi autour de sa charte (volontairement ouverte mais résolument anticapitaliste, anticolonialiste, antipatriarcale et révolutionnaire) et de projets communs très variés : entre autres, des événements culturels alternatifs pour résister à la culture marchande, des conférences et débats, un atelier de réparation de vélo, des cours de kickboxing, un espace d'art de rue, un magasin gratuit. Le collectif veille à organiser des activités accessibles et qui peuvent intéresser tout le monde (des concerts électro, mais aussi des fêtes de quartier familiales, par exemple) ainsi qu'à ne pas reproduire des rapports de pouvoir et de domination dans ses activités ou au sein de son collectif. « Même si on n'est jamais immunisé contre cela, l'ambition est de ne pas reproduire en interne dans le collectif des oppressions qu'on combat dans la société », nous explique Martin, membre du collectif. Il s'agit par exemple de favoriser une plus grande accessibilité aux événements en organisant ponctuellement une garderie, en construisant des rampes d'accès aux personnes à

mobilité réduite, en proposant les activités à prix libre, mais aussi d'avoir un groupe de personnes qui prend garde à ce qu'il n'y ait pas de problème de domination/agression lors de leurs événements. Existe également, au sein du collectif, un groupe de bienveillance et de sensibilisation qui aide les membres de la Casserole à traiter la question des relations de domination de façon à la fois réflexive et pratique.

Les collectifs, même se voulant progressistes, ne sont en effet pas immunisés face à la question des rapports de domination (sexisme, racisme, classisme, etc.). Juliette Rousseau, journaliste, militante et autrice de *Lutter Ensemble*, l'a observé – et en a parfois fait les frais – au sein de différents groupes mi-

AGRESSIONS,
distributions genrées des tâches,
commentaires racistes ou ho-
mophobes... les collectifs, même
se voulant progressistes, ne sont
pas immunisés face à la question
des rapports de domination.

litants écologistes : distribution genrée des tâches, agressions sexuelles, commentaires racistes ou homophobes, mépris de classe, etc. Mais elle a également pu rencontrer des associations – écolos ou non – qui tentent de prendre ce problème à bras le corps. Sisters Uncut⁰⁶, par exemple, organise des partages de compétences, des formations et des rôles tournants pour éviter autant que possible une distribution sexiste/raciste des tâches. Le Lallab, association féministe et antiraciste qui défend les droits des femmes musulmanes, a une attention

particulière à ce que ce soient les personnes concernées (donc ici les femmes musulmanes, souvent exclues des débats les concernant) qui prennent publiquement la parole. Par contre, si une personne est oppressive au sein de l'association, ce sont ses pairs qui la recadrent⁰⁷.

Un autre exemple, en Belgique : avant de lancer leur « Camp Climat »⁰⁸, les organisateur-trice-s ont programmé une série d'événements en amont, intitulés « Shape the Camp »⁰⁹, pendant lesquels des personnes concernées par différentes formes d'oppression (femmes, personnes noires, plus âgées, et LGBTQI+) ont pu partager leur expérience et des idées pour rendre le camp plus sécurisant et pertinent pour tou-te-s. À partir de ces réflexions, les organisateur-trice-s ont entre autres mis en place, au sein du Camp Climat, des espaces

de non-mixité¹⁰, une équipe pensée pour protéger le public d'agressions racistes/sexistes/homophobes ou de comportements oppressifs, l'accès à de la nourriture vegan, des offres d'interprétariat, des conférences et ateliers traitant d'autres luttes, etc. A également été rédigée une charte commune afin que les participant-e-s soient attentif-ve-s à ne pas reproduire certains comportements qui, sans qu'ils-elles ne s'en rendent forcément compte, peuvent être oppressifs ou mettre mal à l'aise : utiliser des mots académiques sans les expliquer, infantiliser les personnes en situation de handicap, toucher quelqu'un sans demander son avis, monopoliser la parole ou couper les autres en soulignant négativement leurs émotions¹¹, etc. L'objectif : que tou-te-s les participant-e-s s'interrogent sur leurs privilèges, le point de vue depuis lequel elles parlent, et acceptent de se remettre en question en écoutant les revendications des personnes concernées par les injustices.

D'autres groupes qui engagent des réflexions de fond sur leurs combats créent des ponts entre causes environnementales et luttes contre les injustices. Dans *Lutter ensemble*, Juliette Rousseau prend ainsi l'exemple d'un groupe écologiste britannique ayant co-organisé une action avec Black Lives Matter afin de bloquer l'aéroport londonien d'Heathrow. Il s'agissait de dénoncer l'augmentation du nombre de vols quotidiens qui aurait pour effet d'accentuer la crise climatique tout en rendant le quartier adjacent, essentiellement habité par des populations immigrées précaires, encore plus invivable. Tandis que les militant-e-s des mouvements climat étaient sur le terrain, partant du principe qu'ils prenaient moins de risques face à la répression policière (car blanc-he-s), Black Lives Matter communiquait sur l'action menée au seul nom de ce mouvement, afin de garder la visibilité et le leadership d'une lutte qui leur appartient. Fatima Ouassak, elle, met en exergue la marche Génération Adama / Génération Climat, « on veut respirer », qui a eu lieu en juillet 2020 : des militant-e-s de fronts divers y marchaient contre les violences policières ou pour la justice climatique. Deux exemples d'activisme non performatif¹², créant des alliances vivantes, sans hiérarchiser les luttes et en acceptant l'autonomie politique de chaque collectif.

Des ponts qui doivent également être maintenus entre les différents courants du mouvement climat, qu'ils soient institutionnalisés ou plus à la marge. Par exemple, « Les organisations comme la Casserole vont aussi à la marche de la coalition climat. C'est riche de se retrouver à certains moments pour produire du rapport de force. Et c'est important que nos récits puissent infuser dans le mouvement climat, souvent représenté par les acteurs associatifs plus institutionnalisés » (Martin).

CONCLUSION

Si blanc que ça, du mouvement climat ? Oui, si l'on ne songe qu'aux ASBL financées par l'argent public, majoritairement blanches. Oui, si l'on présume du désintérêt des gens qui ne se rendent pas à leurs manifestations climat. Oui, si on ne prend pas en compte d'autres formes de militance qui se profilent dans le quotidien, la lutte contre la précarité énergétique, les inégalités environnementales, les combats anticoloniaux, féministes,

PREMIERS PAS POUR UN COLLECTIF PLUS CONSCIENT

Tu viens de lire cet article et tu te demandes comment faire en sorte que ton collectif – par exemple ton kot à projet – ne reproduise pas des oppressions systémiques ? Tu te sens un peu bloqué car tu as peur de mal faire ? Commence par te former, essaye de comprendre ce qu'est le racisme, le sexisme... et qu'il s'agit d'injustices structurelles qui traversent la société, pas seulement une histoire de comportements individuels. Discutes-en avec les autres membres de ton collectif, formez-vous ensemble, regardez par exemple un documentaire, allez à un événement organisé par une association experte sur le sujet, faites une lecture commune (beaucoup de livres sont dispos à la bibliothèque de la FUCID). Au sein de ton groupe, commence par être attentif à la répartition de la parole et des tâches, à l'accessibilité des événements que vous voulez organiser. Surtout, dépasse ton besoin de perfectionnisme et lance-toi ! En effet, tu commettras certainement des erreurs : le tout est de les corriger et de s'adapter, au fur et à mesure, en allant toujours chercher le point de vue des personnes concernées par les injustices, car il n'y a pas de solution universelle.

MERCI À MARTIN DE LA CASSEROLE POUR SES CONSEILS !

LGTBIQ+, antivalidistes¹³,... bref toutes ces personnes qui se battent pour vivre dans leur quartier avec dignité, pour un avenir meilleur, plus juste. Ces points de vue, revendications, il faut les écouter et en prendre acte : en reconnaissant ses privilèges, en luttant contre les inégalités qui peuvent traverser son propre collectif, en tissant des liens entre ces combats contre toutes formes d'injustice, afin de construire un terrain fertile de communs émancipateurs.

Comme le matraque en effet Juliette Rousseau : « Il nous faut construire des espaces de lutte et des solidarités politiques qui reflètent cette conscience des multiples dominations. Je ne crois pas qu'on puisse attaquer l'ensemble du système depuis une seule position, mais que nous devons nous lier pour l'attaquer ensemble depuis nos différentes positions. » (2019) ●

PAR ALIX BURON,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#04 ET CERTAINES COMBINENT ÉVIDEMMENT CES DEUX MODS D'ACTION ! #05 SOUS LA FORME DE SQUAT OU DE BAUX PRÉCAIRES. LE LEB A ÉTÉ EXPULSÉ DEUX FOIS. #06 GROUPE D'ACTION FÉMINISTE BRITANNIQUE QUI S'OPPOSE AUX COUPES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT CONCERNANT LES SERVICES AUX FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES DOMESTIQUES. #07 CELA PEUT PERMETTRE UNE MEILLEURE ÉCOUTE DE LA PART DE LA PERSONNE OPPRESSIVE, ET DE DÉCHARGER LA PERSONNE QUI A SUBI L'OPPRESSION D'UN DÉBAT VIOLENT, DE FAIRE CONSTAMMENT (ET GRATUITEMENT) DE L'ÉDUCATION AU RACISME/SEXISME. #08 UN WEEK-END DE RENCONTRES, DÉBATS, ATELIERS, CAMPING... AUTOUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE, ORGANISÉ EN 2020, PUIS EN 2021. #09 [HTTP://CLIMATEJUSTICECAMP.BE/DES-LUTTES-SYSTEMIQUES/](http://climatejusticecamp.be/des-luttes-systémiques/) #10 CE SONT DES ESPACES OÙ LES FEMMES, LES PERSONNES RACISÉES, ETC. PEUVENT SE RETROUVER ENTRE ELLES. CES LIEUX LEUR PERMETTENT NOTAMMENT DE PARLER DE LEUR VÉCU SANS PEUR QUE LEUR EXPÉRIENCE SOIT REMISE EN QUESTION, DE BÉNÉFICIER D'UN ESPACE OÙ ELLES SE SENTENT BIEN ET DE S'AFFIRMER EN TANT QUE CATÉGORIE POLITIQUE. LES PERSONNES QUI CRITIQUENT CES ESPACES DE NON-MIXITÉS, PARFOIS FRUSTRÉES DE NE PAS Y AVOIR ACCÈS, OUBLIENT SOUVENT QUE L'ESPACE SOCIAL ACTUEL EST LE LIEU LE MOINS MIXTE QU'IL SOIT, AVEC UNE SURREPRÉSENTATION DES HOMMES BLANCS DE CLASSE MOYENNE (ROUSSEAU, 2018, P.268). #11 COMME IL EST EXPLIQUÉ DANS LA CHARTRE DU CAMP CLIMAT, « LES PERSONNES NOIRES ET RACISÉES ET DE CLASSES POPULAIRES VOIENT SOUVENT LEUR PAROLE COUPÉE SOUS PRÉTEXTE QU'ELLES SONT TROP EN COLÈRE ». #12 L'ACTIVISME PERFORMATIF, C'EST AFFICHER UNE SOLIDARITÉ POUR ACCROÎTRE SON CAPITAL SOCIAL, SE « FAIRE BIEN VOIR », SANS RÉEL OBJECTIF DE CHANGEMENT. AÏDA YANCY, FORMATRICE ET ACTIVISTE ANTI-RACISTE, LGTBIQ+ ET FÉMINISTE, A AINSI DÉCORTIQUÉ SUR SON FIL FACEBOOK UN EXEMPLE À NE PAS SUIVRE : UNE MANIFESTATION BLACK LIVES MATTER ORGANISÉE PAR UNE PERSONNE NON-NOIRE (SANS CONSULTER DES ASSOCIATIONS OU ACTIVISTES QUI LUTTENT SUR CETTE THÉMATIQUE) « QUI SE DIT QUE C'EST OK D'ORGANISER UN RASSEMBLEMENT NON-AUTORISÉ, (QUI FERA DE SUPERBES PHOTOS (...)), UN ÉVÉNEMENT QUI POURRA METTRE EN DANGER LA SANTÉ, LA VIE, LE STATUT LÉGAL DES PERSONNES LES PLUS MÉLANISÉES QUI S'Y RENDRONT » AFIN DE MONTRER QU'« ON EST TOUS DIFFÉRENTS MAIS TOUS ÉGAUX » ET QU'« ON EST PAS RACISTES »... TOUT EN INVISIBILISANT LES PERSONNES NOIRES DANS LEUR PROPRE MOUVEMENT (YANCY, 2020). #13 PERSONNES LUTTANT CONTRE LES OPPRESSIONS QUI SUBISSENT LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP.

BIBLIOGRAPHIE
ENTRETIEN AVEC MARTIN, POUR LA CASSEROLE - BABOU IGOR, 2023. « L'ÉCOLOGIE AUX MARGES », ETEROTOPIA - CHAPELLE SOPHIE, 12/6/14, « ÉCOLOGIE DES PAUVRES, ÉCOLOGIE DES RICHES : QUAND LES INÉGALITÉS SONT AUSSI ENVIRONNEMENTALES », BASTA! - GREENPEACE, 14/6/23, « LGTBIQ+ ET ÉCOLOGIE, DES LUTTES COMMUNES » - HUTTON MARGOT, 7/11/22, « COP27 - POURQUOI LES FEMMES SONT-ELLES PLUS TOUCHÉES PAR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ? », TV5MONDE - KOKABI ALEXANDRE-REZA ET JACQUEL AMANDA, 20/07/20, « MARCHÉ POUR ADAMA TRAORÉ : « DANS LES QUARTIERS POPULAIRES, L'ÉCOLOGIE S'ENRICHIT » », REPORTERRE - OUISSAK FATIMA, 2023, « POUR UNE ÉCOLOGIE PIRATE », LA DÉCOUVERTE - ROUSSEAU JULIETTE, 2018, « LUTTER ENSEMBLE », CAMBOURAKIS - RTBF, 11/7/19, « LES BELGES LES PLUS RICHES ÉMETTENT QUATRE FOIS PLUS DE CO2 QUE LES PLUS PAUVRES, SELON UNE ÉTUDE » - YANCY AÏDA, 2/6/20, « L'ALLIANCE PERFORMATIVE C'EST DANGEREUX », PUBLICATION FACEBOOK



Un jeune réalisateur capture la lutte des habitant·e·s contre le dérèglement climatique aux Fidji

Dans nos pays, particulièrement depuis un ou deux ans, plus aucun jour ne passe sans que les médias et les déclarations politiques ne mentionnent les impacts toujours plus nombreux des changements climatiques. Cette logorrhée médiatico-politique contraste avec le silence de ces dernières décennies où, excepté à l'occasion des Sommets de la Terre, COP et rapports du GIEC, les alertes lancées par de nombreux scientifiques et associations environnementales étaient reçues dans l'indifférence quasi générale. Nous ne tenterons pas ici d'élucider ce brusque revirement qui mériterait pourtant réflexion... Intéressons-nous plutôt à un de ces impacts : celui de la précarité existentielle de certaines îles et communautés insulaires confrontées à la montée du niveau de la mer. Mettons plus précisément le focus sur la situation des îles Fidji pour en faire apparaître une double lecture : celle, fort répandue sous nos latitudes, qui voit avant tout les communautés de ces îles sous le prisme de leur statut de victimes des changements climatiques, et celle d'un jeune réalisateur dont le dialogue avec certain·e·s habitant·e·s de l'archipel est en passe de donner naissance à un documentaire soutenu par plusieurs associations, dont la FUCID.

LES FIDJI SOUS LE PRISME DE LA VULNÉRABILITÉ

Aux îles Fidji, « le changement climatique noie les villages et les espoirs ». Le vocabulaire mobilisé dans nos médias donne le ton : « en danger », « submergées » par la montée des eaux, « terriblement vulnérables » face aux effets de la crise climatique, ces îles, situées dans l'ouest de l'océan Pacifique sud, qui « se battent pour leur survie » subissent cyclones, glissements de terrain et une élévation du niveau de la mer plus rapide encore que dans d'autres endroits du globe⁰¹, mais aussi

les impacts de ces différents phénomènes sur les cultures, les sources, la qualité de l'eau, les maladies... « Représentatives de l'injustice climatique »⁰², elles seraient « l'un des pays les plus touchés, car parmi les plus exposés et les plus vulnérables », tout en étant l'un des pays les moins émetteurs de CO₂ au monde (0,006% des émissions mondiales) : « les submersions marines détruisent les logements (...). Les cyclones devraient diminuer en fréquence, mais augmenter en intensité, provoquant des dégâts plus importants. L'acidification des océans, due à l'augmentation de la concentration de CO₂, met en péril les récifs coralliens, qui pourraient intégralement disparaître à partir d'un réchauffement de +2°C. Cela menace l'une des sources de subsistance d'une partie de la population, qui se nourrit grâce à la pêche des nombreuses espèces de poissons vivant dans ces écosystèmes fragiles »⁰³.

70% des 900 000 Fidjien-ne-s habitant à moins de 5 km du front de mer, des stratégies d'adaptation telles que la plantation de mangroves, la construction de digues et la relocalisation des populations sont déjà à l'ordre du jour. À terme, des centaines de communes pourraient être concernées. Des dizaines de villages semblent déjà menacés. Mais l'adaptation est laborieuse : des facteurs politiques, financiers, techniques et culturels rendent la tâche particulièrement complexe. Des études relèvent des freins culturels face aux stratégies d'adaptation et le fait que les autorités semblent ne pas toujours tenir compte de l'attachement des Fidjien-ne-s à la terre, à leurs ancêtres, à leur communauté, de leur perception culturelle des changements climatiques, ou encore des systèmes fonciers hérités des institutions coloniales⁰⁴.



Le film est actuellement en recherche de financements pour clôturer son montage. Pour soutenir le projet, c'est par ici : <https://www.helloasso.com/associations/les-films-d-ailleurs>
Sortie prévue pour 2024.

VINAKA VAKA LEVU (« MERCI BEAUCOUP » EN FIDJIEN) !

« JE SUIS PARCE QUE NOUS SOMMES »

Jeune réalisateur engagé, passé par l'Institut des Arts de Diffusion, détenteur d'un master d'assistant réalisateur et d'un master 1 en cinéma de fiction, c'est en 2017, à la Conférence de la jeunesse organisée à Bonn en parallèle de la COP23, qu'Adrien Berlandi rencontre, aux côtés de la FUCID, la délégation fidjienne organisatrice de la COP23. Il témoigne : « Ce fut une rencontre bouleversante ! Alors que j'étais déjà sensibilisé à l'écologie, j'avais devant moi les premières victimes de cette crise climatique, et je ne connaissais ni leur pays ni leurs problématiques. Une rencontre marquante, indicible qui a fait naître un engagement : mettre en images ces récits, donner une voix, une représentation des États insulaires du Pacifique très peu médiatisés en Occident. Ça a été le point de départ de mon écriture de film ».

« *Na noda duavata* – Je suis parce que nous sommes », tel est le titre qu'Adrien Berlandi a donné à son documentaire : « Car l'impact de la communauté aux Fidji est fondamental : c'est elle qui donne la foi dans l'avenir, la force ». Mais au-delà des Fidji, précise-t-il, ce « je » renvoie à chacun de nous, et ce « nous » nous rappelle que nous sommes tous et toutes interdépendantes.

À la question : « pourquoi ce film ? », il nous parle de son désir « de dépasser les discours politiques et scientifiques pour remettre au centre de nos préoccupations les vrais visages de cette crise. Raconter de nouveaux imaginaires, de nouvelles voix pour retrouver de l'empathie, moteur du changement ». Il nous confie avoir « appris tellement sur place... Sur ce dérèglement terrible qui est à l'œuvre, sur ce pays et ses habitants, sur moi-même. Leur rapport au monde m'a donné du recul sur mon propre rapport aux choses. Leur manière d'habiter et d'accueillir le monde qui les entoure enrichit notre regard européen sur notre propre environnement, sur notre relation à la nature, considérée chez eux comme un legs et une ressource pour les générations futures. Parler de ces Fidjien-ne-s, partager leurs témoignages, c'est rendre compte d'une autre manière de percevoir ces dérèglements, plus intimement, où la joie de vivre et le rapport à la communauté jouent un rôle essentiel. Ces choses que j'ai ressenties en côtoyant une culture si différente de la nôtre m'ont donné de la distance sur notre monde et la manière de faire société aujourd'hui : c'est ce récit et ce recul que j'ai maintenant envie d'offrir aux spectateurs. Les maux de ces jeunes Fidjien-ne-s nous renvoient directement à notre gestion de cette crise, ici, en Europe : ils donnent du sens et de l'humanité aux combats qui naissent dans nos parlements et assemblées ».

Sur la question de la vulnérabilité des Fidji, Adrien Berlandi tente de dissiper un malentendu : « J'ai abordé mon travail en présentant les Fidji dans leur diversité et leur richesse, et non uniquement comme une victime du dérèglement climatique. Certes, elles en subissent de plein fouet les conséquences, c'est indéniable. Mais nous ne pouvons pas nous arrêter à ce point de vue eurocentré. On croit souvent, à tort, que ce statut de victime est partagé par ces pays eux-mêmes, or certains de ces pays, comme les Fidji, tentent de s'extraire de cette vision en centrant davantage leur discours sur la richesse et la conservation de leur culture et de leur héritage. »

Le jeune réalisateur a rencontré les habitants. Revenu avec 60 heures d'images, c'est avec eux qu'il a réalisé ce film, tourné sur une période de trois mois, pour nous faire ressentir cette vision, à la fois pragmatique (les Fidjien-ne-s construisent des digues, ils sont dans l'action), mais aussi spirituelle (ils semblent rester sereins face à l'irréversible), où la force de la communauté, la joie de vivre et la confiance lui sont apparues comme des clés pour l'action. Il en est convaincu : « Il faut faire preuve d'imagination, déconstruire nos manières d'être au monde, nos privilèges, notre rapport au vivant et aux autres. Nous devons changer drastiquement nos manières de faire société ».

« ALLIER LE PESSIMISME DE L'INTELLIGENCE ET L'OPTIMISME DE LA VOLONTÉ »

C'est cette maxime attribuée à Gramsci⁶⁵ que m'évoque la démarche à l'origine de ce documentaire en phase de finalisation. Car s'il vise à faire rayonner à travers son film la beauté des Fidji et la richesse du rapport au monde des Fidjien-ne-s pour « booster » la mobilisation des jeunes Européen-ne-s quelquefois désenchanté-e-s, à faire « dialoguer deux jeunesses aux quotidiens fondamentalement différents, mais liées par un destin commun », Adrien Berlandi reste conscient de la tragique réalité : le niveau, la température et l'acidification des océans vont continuer de croître. Une dure réalité que les discours confiants en faveur de la « transition écologique/énergétique » ne devraient pas occulter. Car au banc des accusés, derrière le « changement climatique » qui permet de ne pas nommer de coupables, il y a des rapports de forces politiques et économiques qui induisent de nombreux maux auxquels doivent faire face les populations du Sud, comme du Nord d'ailleurs. C'est aussi en cela que l'expérience fidjienne est universalisable. Partout sur la planète, des phénomènes toujours plus nombreux sont liés aux changements climatiques : migrations climatiques, crises de l'eau, etc. Pourtant, ce sont avant tout des facteurs politiques, économiques, culturels et organisationnels et des acteurs réels qui sont responsables de ces crises. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR VALÉRIE TILMAN,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#01 WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION, 10/11/21. « CLIMATE CHANGE INCREASES THREATS IN SOUTH WEST PACIFIC », PRESS RELEASE #02. LES PAYS PAUVRES ET LES INDIVIDUS PAUVRES SONT LES PLUS VULNÉRABLES AUX IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE. ALORS QUE LES PAYS ET LES INDIVIDUS RICHES CONTRIBUENT DE FAÇON DISPROPORTIONNÉE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. #03 GIACCONE L., DÉCEMBRE 2020. « CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MONTÉE DU NIVEAU DES MERS : CAS CONCRET À NARIKOSO, ÎLES FIDJI ». BONPOTE. #04 GIACCONE. OP. CIT. ; BERTANA A., 2019. « RELOCATION AS AN ADAPTATION TO SEA-LEVEL RISE. VALUABLE LESSONS FROM THE NARIKOSO VILLAGE RELOCATION PROJECT IN FIJI ». CASE STUDIES IN THE ENVIRONMENT 3(1): 1-7 ; BERTANA A., 2020. « THE IMPACT OF FAITH-BASED NARRATIVES ON CLIMATE CHANGE ADAPTATION IN NARIKOSO, FIJI ». A JOURNAL OF SOCIAL ANTHROPOLOGY AND COMPARATIVE SOCIOLOGY, VOLUME 30. #05 PHILOSOPHE, ÉCRIVAIN, THÉORICIN POLITIQUE, MEMBRE FONDATEUR DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN, EMPRISONNÉ PAR LE RÉGIME MUSSOLINIEN DE 1926 JUSQU'À SA MORT.



Dérèglements climatiques : victoires citoyennes et utopies réelles

A lors que nous assistons à des extrêmes toujours plus exacerbés par les changements climatiques, que les rapports du GIEC tirent de plus en plus la sonnette d'alarme, que des militant-e-s de renommée mondiale tels que Greta Thunberg enchaînent les discours et mobilisations – nous alertant sur cette sixième extinction de masse – le constat alarmant de notre futur climatique, ainsi que son origine humaine, est encore ignorée par 31 % de la population mondiale selon l'Obs' COP 2019 d'EDF. De même, nombre de gouvernements ne semblent pas prendre en compte la mesure de l'urgence, des changements peinant à arriver : une situation qui pourrait dès lors plonger la population dans le pessimisme et la démobilisation. Pourtant, malgré l'inéluctabilité du chaos climatique, nombreux sont ceux et celles qui agissent : il s'agirait maintenant de savoir quelles sont les victoires dont nous ne parlons pas.

UNE RÉPONSE DES GOUVERNEMENTS

En août 2018, Greta Thunberg commença à manifester pour la planète : seule devant le parlement suédois, elle refusa d'aller à l'école et protesta pour dénoncer l'inaction des politicien-ne-s face à la crise climatique. De cette action naquit un mouvement qui poussa des dizaines de milliers d'autres étudiant-e-s à organiser des grèves pour attirer l'attention des médias et des politiques sur la nécessité d'intervenir (France 24, 2019). D'emblée, force est de constater que la prise de mesures ambitieuses pour le climat fut grandement accélérée pour répondre à l'inquiétude de la société civile. En 2019 par exemple, le Royaume-Uni, la France ou encore le Costa Rica promulguèrent des lois visant à la neutralité carbone d'ici 2050 (Harrabin, 2019 ; Légifrance, 2019 ; Fabre, 2019). Ces dernières comprennent également des mesures relatives à la promotion des énergies renouvelables, la lutte contre la précarité énergétique, la protection des forêts, la promotion de l'agriculture durable, etc.

Du côté de l'Amérique du Nord, le *Green New Deal* – une proposition de loi visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) – fut adoptée par certains membres du Congrès américain et est devenu un sujet important dans le débat politique du pays⁰¹ (McMahon, 2020). Dans le cas de la Belgique,

plusieurs mesures furent prises en réponse aux manifestations pour le climat, comme l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050, l'interdiction des voitures diesel et essence dans certaines régions, la taxe kilométrique ou encore la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables, notamment en offrant des subventions et des incitations fiscales pour les projets d'énergie solaire et éolienne (Climat.be, sd.).

En somme, bien que des activistes pour le climat n'aient pas directement influencé l'instauration de ces politiques environnementales, leur engagement a suscité une prise de conscience mondiale et a incité les gouvernements à agir. Ces militant-e-s ont permis de faire entendre la voix des expert-e-s scientifiques et de faire le pont entre des personnes qui ne s'étaient jamais engagées et des activistes de longue date : « l'influence parfois majeure de Greta Thunberg sur l'engagement de bon nombre de personnes a d'ailleurs fait l'objet d'une étude, publiée dans le *Journal of Applied Social Psychology*. Un groupe de chercheurs américains et britanniques a en effet constaté une forte association entre le fait de bien connaître qui est Greta Thunberg et la conviction qu'il est possible de réduire le changement climatique via des mesures collectives » (Buron, 2022, p.18).

DES MOUVEMENTS EN MARCHÉ ?

Cependant, ces promesses gouvernementales sont-elles suffisantes ? Ou s'agirait-il plus d'une mascarade pour déculpabiliser les politiques, amenant ainsi à des serments non tenus ?

Pour l'activiste bruxelloise Youna Marrette, ces promesses ne vont, de fait, pas assez loin : « ça fait des années qu'on fait des petits pas. Il y a un moment il va falloir passer à une étape supérieure » (Jacquet, 2022).

En effet, un aspect majeur des mesures gouvernementales repose sur le bon vouloir du citoyen ou de la citoyenne, à travers des mesures incitatives, restrictives ou par l'éducation, afin d'enseigner aux jeunes et aux adultes les enjeux des changements climatiques et les moyens de lutter contre ce fléau. S'il est primordial de continuer à sensibiliser la population quotidiennement, il convient

L'ENGAGEMENT
des activistes pour le climat
a suscité une prise de
conscience mondiale et a incité
les gouvernements à agir.



de se montrer vigilant-e sur la tendance à faire de l'écologie une histoire de comportements individuels. Certes, les petits gestes du quotidien pour limiter son empreinte carbone sont bons à prendre, mais loin d'être suffisants. Pour le chargé de projets Antoine Stasse : « si l'on souhaite réellement faire bouger les choses, il convient donc de s'organiser collectivement afin de transformer la société, plutôt que de se limiter à des petites actions dans la sphère privée qui pourraient être comparées à des emplâtres sur une jambe de bois » (2022, p.28)⁰².

Une autre critique, portée par exemple par Fatima Ouassak – militante, politologue et écrivaine française – se porte sur le concept de « croissance verte » qui consiste à promouvoir un développement économique basé sur des technologies et des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Selon elle, cette approche – que l'on retrouve largement dans les mesures gouvernementales modernes – ne remet pas en cause les fondements du système économique actuel, reposant sur l'exploitation des ressources naturelles et la recherche permanente de profits. De plus, cette vision ne prend pas en considération les personnes en situation de domination⁰³ qui, rappelons-le, sont les plus touchées par le dérèglement climatique. Une transition écologie doit donc se faire, selon l'auteur du livre, via des mouvements sociaux et des citoyen-ne-s désireux-euses de remettre en cause les rapports de domination et construire ensemble des alternatives concrètes et durables, en prenant en compte les enjeux sociaux, politiques et économiques de notre époque : en somme, une écologie pirate.

Un mouvement que l'on pourrait apparenter à cette forme d'écologie, construite par les gens « d'en bas », est celui des Zapatistes du Mexique. Ces derniers se sont rebellé-e-s dans les années 1990 contre leur gouvernement dictatorial afin de demander des réformes politiques et sociales en faveur des

communautés indigènes appauvries par une oligarchie foncière féroce (Moro & Gaudichaud, 2022). Ils et elles ont également dénoncé, via l'organisation d'une insurrection armée, les effets négatifs de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) qui incorporait davantage le Mexique dans une logique capitaliste néolibérale (Alma de Chiapas, sd.). Dans les territoires qu'ils contrôlent, s'expérimentent aujourd'hui des formes d'autonomie gouvernementale et des manières de vivre étroitement imbriquées dans leur environnement, en partie soustraites à la tyrannie marchande.

Dans un espace grand comme la Belgique, les Zapatistes ont en effet créé des conseils populaires, des assemblées communautaires et des systèmes de justice autochtones. Ce mouvement a également revendiqué des droits en matière de culture, de terre, de santé, d'éducation et d'environnement. Après leur soulèvement armé en 1994, certaines concessions du gouvernement mexicain comme la reconnaissance des droits des populations autochtones, l'élargissement des programmes sociaux pour les populations pauvres et la décentralisation politique et administrative, furent obtenues. Toutefois, les demandes plus fondamentales, telles que la réforme agraire et la fin de la domination des entreprises étrangères sur l'économie mexicaine, n'ont pas été satisfaites (*Idem*).

Ce mouvement a inspiré beaucoup d'autres à travers le monde : il a d'ailleurs participé à une série de réunions internationales⁰⁴ pour détruire le système capitaliste, transformer le pouvoir et renforcer les luttes.

#01 NOTONS QUE L'EUROPE A ÉGALEMENT SUIVI LE MOUVEMENT EN ADOPTANT LE GREEN NEW DEAL EUROPÉEN. #02 SI VOUS DÉSIREZ EN SAVOIR PLUS SUR LE DÉBAT CONCERNANT LES PETITS GESTES POUR LE CLIMAT, LEUR UTILITÉ ET LEURS LIMITES, VOICI L'ÉTUDE COMPLÈTE : WWW.FUCID.BE/ETUDE-LES-PETITS-GESTES-POUR-LE-CLIMAT-A-PRENDRE-OU-A-LAISSER/ #03 LES FEMMES, LES CLASSES POPULAIRES, PERSONNES ISSUES DU SUD GLOBAL, ETC. #04 TELLES QUE LA « PREMIÈRE RENCONTRE INTERCONTINENTALE POUR L'HUMANITÉ ET CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME » (1996), LE FESTIVAL « PARTAGE POUR L'HUMANITÉ » AVEC DES SCIENTIFIQUES ET DES ARTISTES (2016), OU LES « RENCONTRES INTERNATIONALES DES FEMMES QUI LUTTENT » (MORO & GAUDICHAUD, 2022).

Dans le même registre, existe le Mouvement des sans-terre (MST), fondé en 1984. Ce dernier, d'origine brésilienne, lutte pour la réforme agraire et la redistribution des sols. Lors de sa création, le pays était en effet gouverné par une dictature militaire qui avait concentré la propriété des terres entre les mains de quelques riches propriétaires fonciers. L'émergence de cette mobilisation était donc perçue comme une réponse aux inégalités sociales et économiques qui affectaient les populations rurales pauvres et les travailleur-euse-s sans terre, le tout basé sur un système de démocratie participative et l'autogouvernance par la création de communautés agricoles, d'écoles rurales et de centres de formation (Géoconfluence, 2023). Au fil des années, il est devenu « le mouvement social le plus important du pays et la principale organisation de résistance aux politiques néolibérales mises en place par le régime » (Moraes & Coletti, 2006) au Brésil et a élargi son champ d'action en incluant des revendications environnementales, sociales et politiques. Notons aussi l'alliance que le groupe entretient avec d'autres mouvements sociaux tels que les mouvements féministes, syndicaux ou encore LGBTQ+ (Hillenkamp, 2019).

Malgré leurs failles – comme tout autre mouvement d'expérimentation de ce type – ces mouvements continuent d'évoluer et d'inspirer, ailleurs comme ici. Ainsi pour les Zapatistes, « ils ne seront certes pas parvenus à refonder la Constitution, à décoloniser les institutions, à démocratiser véritablement le pays, mais ils auront doté les luttes paysannes et indigènes pour la dignité d'une visibilité et d'une portée inédites. Et ils entendent continuer à peser sur les choix de société, dans un Mexique bloqué politiquement et grand ouvert aux vents dominants de l'économie globalisée » (Duterme, 2011).

ARCHIPEL DES UTOPIES CONCRÈTES

Les Zapatistes ont touché une génération de militant-e-s

dans leur appel à créer des ponts entre réalités locales et globales de la mondialisation et à travers leur expérimentation concrète d'un autre mode d'organisation collective. Une volonté que l'on retrouve aussi dans les Zones à défendre (ZAD) : des espaces (terres agricoles, forêts, friches industrielles, etc.) occupés de manière collective et bien souvent destinés à s'opposer à des projets d'aménagement jugés nuisibles à l'environnement (aéroports, centres commerciaux, centrales nucléaires, ...).

L'anthropologue Philippe Descola, ainsi que l'auteur/dessinateur Alessandro Pignocchi, dans leur livre « Ethnographies des mondes à venir », ont analysé le mode d'organisation et le système de valeurs de ces ZAD, en les mettant notamment en lien avec les populations autochtones d'Amazonie, où ils ont tous deux eu l'occasion de vivre. Grâce à des recherches sur les pratiques culturelles et les croyances des peuples autochtones, notamment les Achuars de l'Équateur et du Pérou, Philippe Descola a en effet mis en valeur leur façon très différente de considérer la place de l'humain dans la nature, la propriété privée et la logique marchande : dans la société Occidentale, les humains se considèrent au-dessus de la nature et « les non-humains n'existent qu'à travers les fonctions qu'ils remplissent pour les humains (ressources, services écosystémiques, contemplation esthétique, etc.) » (2022, p. 15). Les Achuars, eux, se voient plutôt comme partie prenante de cette nature : « les liens de toutes sortes qu'ils entretiennent avec ces non-humains – de solidarité, de compétition, de commensalité, etc. – les conduit donc à se voir plutôt comme des hébergés à titre plus ou moins gracieux que comme les propriétaires



ZAD DE NOTRE-DAME-DES-LANDES
PHOTOS : JIM CITOY'ART VIA FLICKR



disposant d'un droit sans limite à exploiter les lieux » (*Idem*, p. 63). Les écosystèmes ne sont pas seulement des ressources à exploiter, mais bien des entités vivantes et complexes, qui jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat, la préservation de la biodiversité et la production d'eau et d'air propre. Pourtant, ils sont souvent menacés par les activités humaines telles que l'exploitation minière, l'agriculture intensive et l'urbanisation.

Descola et Pignocchi soutiennent donc que donner une valeur intrinsèque aux non-humains (et non juste une valeur monétaire) évite le danger de rendre chaque chose interchangeable. Il ne s'agit pas de détruire un écosystème, en calculer le prix et le recréer ailleurs – alors que cet écosystème ne sera jamais le même – mais bien de protéger le vivant existant pour son caractère unique (*Idem*, p. 82). C'est ce que font les ZAD en s'opposant à la prédation des ressources naturelles, mais également en donnant une voix aux intérêts non-humains lors de leurs assemblées⁰⁵. Les ZAD sont également des lieux où l'argent n'est pas la principale mesure de la valeur et de l'échange, et où les relations économiques sont fondées sur d'autres critères, tels que le don, le partage, le respect de la nature et l'entraide.

Pour les deux auteurs de « Ethnographies des mondes à venir », il importe aussi de reconnaître juridiquement nos écosystèmes pour protéger leurs droits intrinsèques et leur importance pour le bien-être des êtres humains et non-humains. Autour du globe, des initiatives ont été prises en ce sens, comme en Équateur qui, à l'échelle constitutionnelle⁰⁶, a reconnu juridiquement les droits de la nature en 2008 et des animaux sauvages en 2022. À l'échelon plus local, la Nouvelle-Zélande a attribué la personnalité juridique au fleuve Whanganui en 2017, grâce au long combat des peuples Maori (riverains de ce fleuve), qui sont également devenus les gardiens de cet écosystème et leur porte-parole (Elise, 2022).

QUE RETENIR DE TOUT CELA ?

« L'utopie, c'est ouvrir les brèches » (Michèle Riot-Sarcey. Citée dans Blast, 2023). Chaque jour, des hommes et des femmes de tous horizons construisent des utopies réelles pour changer le monde tel que nous le connaissons. Ils et elles vont à contre-courant sans rien céder au confort ou à la facilité : nourrir la terre et les vivants, mettre en commun, laisser de la place au vivant, habiter autrement, renforcer l'autonomie et se faire entendre (Socialter, 2022, pp. 114-123). « Que ce soit l'organisation de villages autochtones en Amérique latine, les potagers collectifs un peu partout dans le monde, les champs et forêts partagés des paysans médiévaux, les coopératives, la création de laboratoires démocratiques et écologiques dans les ZAD... Ces initiatives collectives et autonomes contredisent l'idée, largement répandue dans l'imaginaire occidental, selon laquelle l'être humain est trop égoïste, trop avide de consom-

mer toujours plus de ressources et que la seule solution est donc la privatisation ou la nationalisation. Ils démontrent qu'il est possible d'orienter nos modèles au-delà de l'extractivisme et de proposer un autre récit face à l'appropriation générale du monde » (Buron, 2020).

CES VICTOIRES
ont démontré au fil des ans
que le pouvoir des gens
« ordinaires » peut faire
changer les choses.

Ainsi, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en France – occupée depuis 2009 pour s'opposer à la construction d'un aéroport – a été évacuée de force en 2018, mais le projet d'aéroport a tout de même été abandonné la même année. En Allemagne, c'est une forêt abritant de nombreuses espèces protégées qui a pu être sauvée face à l'agrandissement d'une mine de charbon, après six ans de lutte (Van Ossel, 2018). Un autre type d'organisation sociale, les jardins ouvriers d'Aubervilliers en France, est parvenu à défendre une parcelle de nature contre la construction d'un solarium et d'une plage minérale⁰⁷. À cela s'ajoutent les nombreuses victoires issues de luttes menées par des citoyen-ne-s ordinaires et des associations en faveur de la justice climatique. Par exemple, la Belgique a été jugée coupable de négligence climatique par le tribunal de première instance de Bruxelles ; le Parlement européen a reconnu juridiquement « l'écocide » grâce à l'acharnement d'une poignée de parlementaires (Romano, 2023) ; ou encore la question climatique a été mise à l'agenda global, notamment grâce aux manifestations et grèves pour le climat, mentionnées plus tôt.

Tous ces mouvements, ces victoires, ont démontré au fil des ans que le pouvoir des gens « ordinaires » peut faire changer les choses et que nous pouvons demander des comptes à celles et ceux qui détiennent le pouvoir. ●

NINA DUARTE,
DIPLOMÉE EN COOPÉRATION INTERNATIONALE
& STAGIAIRE FUCID

^{#05} LE GARDE FORESTIER SE FERA PORTE-PAROLE DE LA FORÊT. PAR EXEMPLE. ^{#06} IL PEUT ÉVIDEMMENT – ET C'EST LE CAS EN ÉQUATEUR – Y AVOIR UN GRAND PAS ENTRE LE DROIT ET SON APPLICATION RÉELLE... MAIS CELA PERMET AUX MILITANT-E-S ET/OU PEUPLES INDIGÈNES DE SAISIR PLUS FACILEMENT LA JUSTICE EN CAS DE NON-RESPECT DES ÉCOSYSTÈMES. ^{#07} DE NOM-BREUSES BONNES NOUVELLES À RETROUVER SUR CE SITE INTERNET : WWW.BONNES-NOUVELLES.BE/SITE/INDEX.PHP

BIBLIOGRAPHIE
ALMA DE CHIAPAS, SD. « TOUT SAVOIR SUR L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION ZAPATISTE AU CHIAPAS ». ALMA-DE-CHIAPAS.COM.
- MORITZ PALOMA, 2023. « IL Y A DES ALTERNATIVES : PLONGÉES DANS 6 UTOPIES RÉELLES ». BLAST, VIDÉO YOUTUBE. - BURON ALIX, 2022. « ÉTUDE – LA FABRIQUE DES HÉROS ». FUCID.BE. - DESCOLA PHILIPPE & PIGNOCCHI ALESSANDRO, 2022. « ETHNOGRAPHIES DES MONDES À VENIR ». ÉDITIONS SEUIL, PARIS. - DUTERME BERNARD, 2011. « RETOUR SUR LA REBELLION ZAPATISTE : ENJEUX, LIMITES ET PORTÉE ». CETRI.BE - ELISE, 2020. « NOUVELLE-ZÉLANDE – FLEUVE WHANGANUI ». NOTREAFFAIREATOUS.ORG - FABRE MARINA, 2019. « [BONNE NOUVELLE] LE COSTA RICA VEUT ÊTRE LE PREMIER PAYS AU MONDE À ATTENDRE LA NEUTRALITÉ CARBONE ». NOVETHIC.FR - FRANCE 24, 2019. « GRÈVE MONDIALE POUR LE CLIMAT : DES DIZAINES DE MILLIERS D'ÉTUDIANTS MOBILISÉS ». - GÉOCONFLUENCES, 2021. « SANS-TERRER. MOUVEMENT DES SANS-TERRER (MST) ». - HARRABIN ROGER, 2019. « CLIMATE CHANGE. UK GOVERNMENT TO COMMIT TO 2050 TARGET ». BBC.COM - HILLENKAMP ISABELLE, 2019. « AU BRÉSIL, LES MOUVEMENTS SOLIDAIRES ET FÉMINISTES N'ONT PAS DIT LEUR DERNIER MOT ». THE CONVERSATION - JACQUET THÉA, 2022. « YOUNA MARETTE, ACTIVISTE CLIMATIQUE : "L'ANNÉE 2023 VA ÊTRE MARQUÉE PAR DES ACTIONS PLUS RADICALES DE DÉSŒBÉISSANCE CIVILE" ». RTBF - LEGIFRANCE, 2019. « LOI N° 2019-1147 DU 8 NOVEMBRE 2019 RELATIVE À L'ÉNERGIE ET AU CLIMAT ». - MCMAHON JEFF, 2020. « GREEN NEW DEAL GOES GLOBAL DESPITE GRETA THUNBERG'S MISGIVINGS ». FORBES. - MORAES REGINALDO & COLETTI CLAUDINEI, 2006. « UN AUTRE MONDE EST-IL POSSIBLE ? LE MOUVEMENT DES SANS-TERRER AU BRÉSIL ». CAIRN.INFO. - MORO BRAULIO ET GAUDICHAUD FRANCK, 2022. « LE MOUVEMENT ZAPATISTE, LE MEXIQUE ET LES ALTERNATIVES CRITIQUES, PLUS DE 25 ANS APRÈS ». ATTAC FRANCE. - OBS'COP, 2019. « PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL CLIMAT ET OPINIONS PUBLIQUES ». P.11. IPSO - OUASSAK FATIMA, 2023. « POUR UNE ÉCOLOGIE PIRATE : ET NOUS SERONS LIBRES ». ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE. - ROMANO VALENTINA, 2023. « LE PARLEMENT EUROPÉEN RECONNAÎT JURIDIQUEMENT L'EXISTENCE DE L'ÉCOCIDE ». EURACTIV - CLIMAT.BE, SD. « POLITIQUES ET MESURES DE RÉDUCTION ». - SOCIALTER, 2022. « ARCHIPÈLE DES UTOPIES CONCRÈTES ». HORS-SÉRIE NUMÉRO 13. - STASSE ANTOINE, 2022. « ÉTUDE - LES PETITS GESTES POUR LE CLIMAT : À PRENDRE OU À LAISSER ? ». FUCID.BE - VAN OSSEL DAPHNÉE, 2018. « VICTOIRE POUR L'ENVIRONNEMENT : LE DÉBOISEMENT DE LA FORÊT DE HAMBACH EST SUSPENDU ». RTBF.



Justice climatique !

Si le monde fait naufrage, il semble évident que tout le monde n'est pas dans le même bateau. Rééquilibrer la balance, ce n'est pas faire preuve de charité de la part des pays du Nord : c'est une question de justice et de solidarité internationale.

1. EN 5 JOURS, UN-E BELGE MOYEN-NE ÉMET AUTANT DE CO2 QU'UN-E RWANDAIS-E EN... ?

- A) 2 semaines
- B) 6 mois
- C) 1 an

2. QUELLE PART DE L'HUMANITÉ N'A JAMAIS PRIS L'AVION ?

- A) 30%
- B) 60%
- C) 80%

3. QUEL POURCENTAGE DES VICTIMES DE CATASTROPHES NATURELLES (QUI ONT EU LIEU ENTRE 1979 ET 2004) VIVAIENT DANS UN PAYS APPAUVRI ?

- A) 60%
- B) 78%
- C) 95%

4. SELON GLOBAL WITNESS, PLUS DE 1700 DÉFENSEUR-EUSE-S DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT ONT ÉTÉ TUÉ-E-S ENTRE 2012 ET 2021. LES PAYS QUI DÉTIENNENT LE TRISTE RECORD DU NOMBRE D'ASSASSINATS SONT...

- A) Le Brésil, la Colombie et les Philippines
- B) La Colombie, le Mexique et la France
- C) Le Mexique, la République démocratique du Congo et l'Inde

5. LA BELGIQUE DÉPENSE 13 MILLIARDS D'EUROS ANNUELS POUR...

- A) La coopération au développement
- B) Financer les énergies fossiles
- C) Financer des initiatives pour la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique

6. EN 2009, LES PAYS ENRICHIS SE SONT ENGAGÉS À ATTRIBUER 100 MILLIARDS DE DOLLARS ANNUELS – NOUVEAUX ET ADDITIONNELS À D'AUTRES TYPES DE FINANCEMENT – D'ICI À 2020 AU FONDS VERT POUR LE CLIMAT DE L'ONU. CE FONDS FINANCE DES PROJETS COMBATTANT LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE OU AIDANT À S'Y ADAPTER DANS LES PAYS LES PLUS VULNÉRABLES. CET ENGAGEMENT...

- A) A été globalement respecté
- B) A été en partie respecté
- C) A été assez peu respecté

7. L'INDEMNISATION DES « PERTES ET PRÉJUDICES » (OU PERTES ET DOMMAGES) FUT L'UNE DES DEMANDES PHARES DES PAYS APPAUVRIS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE LORS DES DERNIERS SOMMETS CLIMATIQUES. QU'EST-CE QUE CELA IMPLIQUE ?

- A) Indemniser les personnes qui perdent leur revenu à cause des dérèglements climatiques, principalement celles qui vivent de l'agriculture (cela représente plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde)
- B) Indemniser les pays vulnérables pour les pertes matérielles et immatérielles (culture, patrimoine...) causées par le dérèglement climatique
- C) Indemniser les personnes qui vivent d'une activité économique délétère pour un écosystème et qui devront donc cesser cette activité (surpêche, entreprise fossile, etc.)

1) RÉPONSE C. Selon Oxfam, 10% de la population mondiale la plus riche produit 50% des gaz à effet de serre (GES) liés aux modes de consommation contre 10% pour les 50% les plus pauvres. La fracture se fait entre pays enrichis et appauvris (le continent africain ne produit que 4% GES), mais aussi entre plus riches et plus pauvres au sein des pays. Ainsi, les 63 milliardaires français émettent autant de GES que 50% de la population française selon un rapport d'Oxfam et Greenpeace. 2) RÉPONSE C. 3) RÉPONSE C. 4) RÉPONSE A. Ces chiffres ont atteint un record en 2020. Les personnes les plus affectées sont les membres de peuples autochtones, notamment en raison de leur soulèvement contre des exploitations minières destructrices. Moins d'1% de ces crimes sont résolus. 5) RÉPONSE B. À travers, par exemple, la TVA réduite sur les services aériens ou maritimes et le système de voitures de société. En comparaison, la Belgique a dépensé, en 2020, autour de 2 milliards d'euros pour la coopération au développement et 100 millions pour le financement climatique international. 6) RÉPONSE C. Si 60 milliards de dollars ont été déclarés, la valeur réelle des financements climats serait autour de 20 milliards de dollars par an selon Oxfam. En effet, beaucoup de contributions le sont sous forme de prêts et de financements privés et nombre d'entre elles viennent en fait de l'aide au développement : ce n'est donc pas une aide additionnelle aux financements déjà attribués. En Belgique, 98% du financement climat était issu du budget de la coopération au développement. 7) RÉPONSE B. Il s'agit d'un des trois piliers de l'Accord de Paris lors de la COP21 avec l'aide à l'atténuation (réduction des émissions de GES) et à l'adaptation face aux dérèglements climatiques. Les « pertes et préjudices » sont prévues quand il n'y a plus d'adaptation possible. Cela peut être causé par un processus long (sécheresse, montée des eaux, etc.) ou par un événement climatique extrême qui ravage tout (cyclone par ex.). Il n'y a toujours pas de mécanisme pour mettre en œuvre son financement, mais les pays appauvris se battent pour faire bouger les choses.